

# LUTTE DE CLASSE

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

## Les migrants, victimes de la misère, des guerres et de l'Europe capitaliste

- **« Négociations » sur la dette grecque: les dirigeants impérialistes imposent leur loi**
- **Turquie: la montée du mécontentement social et les difficultés du gouvernement Erdogan**
- **Irak et Syrie: l'impérialisme confronté à l'offensive de l'État islamique**
- **Grande-Bretagne: Cameron vire vers l'Europe et se retourne contre la classe ouvrière, britannique et immigrée**
- **Yémen: les bombes saoudiennes et les faux prétextes de la « menace iranienne »**
- **Il y a 120 ans, quand la CGT était révolutionnaire**

Des migrants tentent d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla, au Maroc.

## Au sommaire de ce numéro

Les migrants, victimes de la misère, des guerres et de l'Europe capitaliste	1
« Négociations » sur la dette grecque : les dirigeants impérialistes imposent leur loi	4
Turquie : la montée du mécontentement social et les difficultés du gouvernement Erdogan	8
Irak et Syrie : l'impérialisme confronté à l'offensive de l'État islamique	14
Grande-Bretagne : Cameron vire vers l'Europe et se retourne contre la classe ouvrière, britannique et immigrée	18
Yémen : les bombes saoudiennes et les faux prétextes de la « menace iranienne »	22
Il y a 120 ans, quand la CGT était révolutionnaire	27

## Abonnements

Pour un an

- France, Outre-mer 15 €
- Outre-mer, par avion 17 €
- Union européenne de l'ouest et Suisse 21 €
- Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie 22 €

Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie 24 €

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 - 75865  
Paris Cedex 18

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers





## Les migrants, victimes de la misère, des guerres et de l'Europe capitaliste

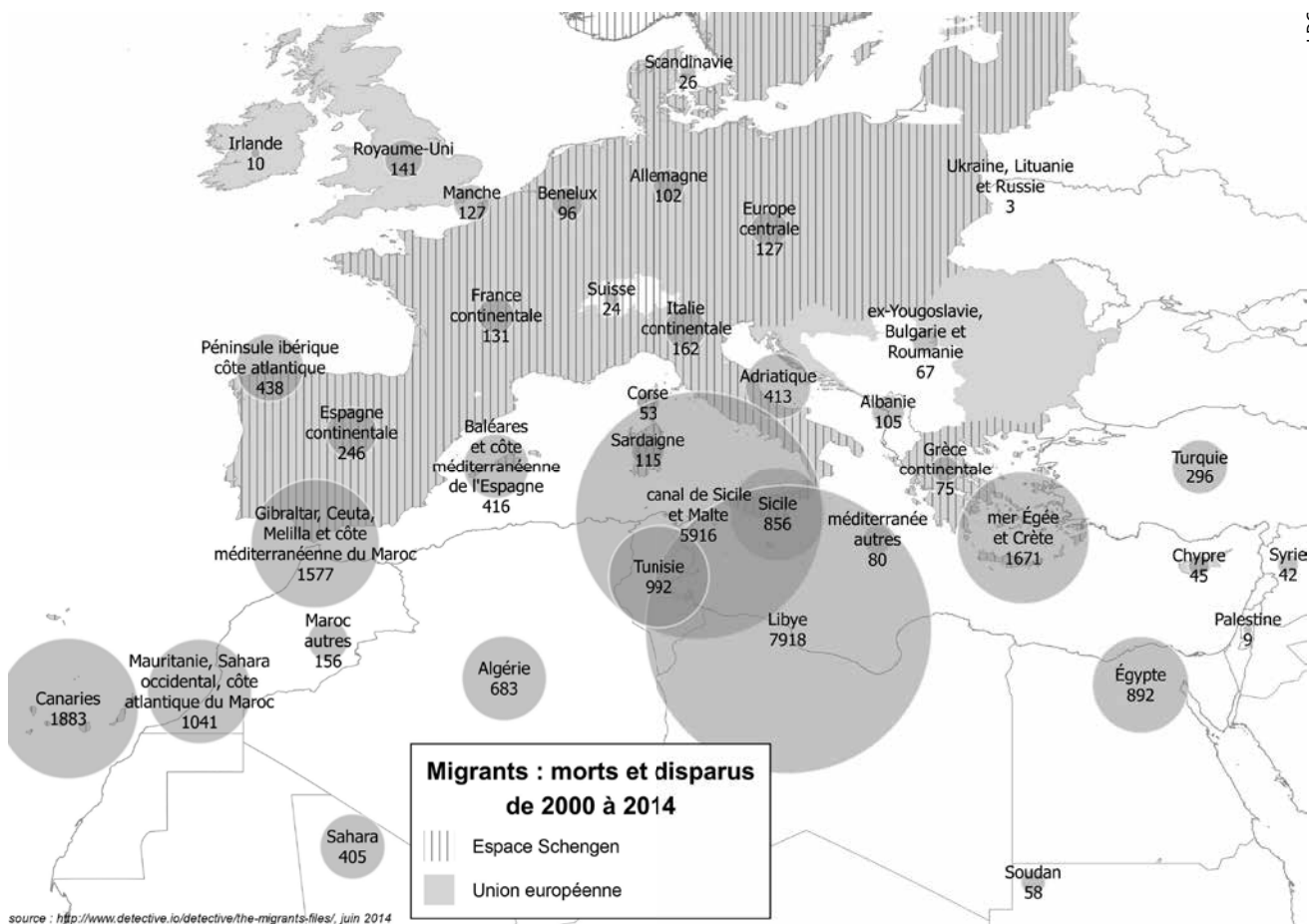
**Leurs larmes de crocodile à peine séchées après les dernières tragédies en Méditerranée, au cours desquelles des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants sont morts noyés, les dirigeants européens se renvoient les survivants les uns aux autres sans aucune pudeur.**

**P**our des raisons géographiques évidentes, l'écrasante majorité des 100 000 personnes qui ont tenté de rejoindre l'Europe au cours du premier semestre de cette année sont arrivées en Italie et en Grèce. Sollicités pour participer à leur accueil, les autres pays de l'Union européenne (UE), ce prétendu «*espace de liberté, de sécurité et de justice*»,

multiplient obstacles et procédures dilatoires. Quel symbole de liberté que ces migrants africains refoulés au poste frontière de Vintimille, où les contrôles de la Police des frontières ont été rétablis exclusivement à leur intention, c'est-à-dire au faciès! Quel symbole de sécurité que ces camps de fortune constitués en quelques heures sur le no man's land qui sépare la France

et l'Italie! Quel symbole de justice donné par le ministre de l'Intérieur Cazeneuve, qui fait donner sa police en plein Paris pour chasser les réfugiés et ceux qui les aident à trouver des hébergements!

Alors qu'ils font la guerre au Moyen-Orient et en Afrique sous prétexte de combattre la barbarie, les dirigeants occidentaux ont du mal à



justifier leur refus d'accueillir les réfugiés, notamment syriens, irakiens ou afghans. C'est pourquoi ils prétendent vouloir séparer les réfugiés politiques, qui fuient la guerre ou la terreur, des émigrés économiques, qui fuient le chômage et la misère. Valls et ses homologues européens somment le gouvernement italien de respecter les procédures de l'espace Schengen, en enregistrant systématiquement chaque migrant et en organisant de véritables camps de triage. Cazeneuve le martèle : les migrants économiques seront impitoyablement reconduits soit dans leur pays d'origine, soit dans le pays où ils ont pris pied, en l'occurrence l'Italie ou la Grèce.

Quant aux réfugiés politiques, malgré leurs déclarations hypocrites, les dirigeants européens n'en veulent pas davantage. Les réfugiés actuellement refoulés à Vintimille ou traqués à Paris viennent surtout du Sud-Soudan, où une guerre civile a déjà provoqué la mort de

50 000 personnes depuis deux ans, ou d'Érythrée, où ils fuient une dictature féroce. Valls et Hollande tergiversent sans honte pour accueillir moins de 9 000 personnes, un nombre infime, attribuées à la France par Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, chargé de répartir 24 000 migrants identifiés comme réfugiés politiques potentiels. Comme si l'accueil de 100, 200 ou 300 000 personnes par an, quel que soit le motif de leur arrivée dans l'Europe riche et développée, un espace de 500 millions d'habitants, posait un problème insurmontable.

### CHASSÉS PAR LA GUERRE OU PAR LA MISÈRE, UN SORT COMMUN

Si tant est qu'il puisse être mis en œuvre, un tel tri est inique. Les puissances impérialistes sont directement responsables, par leurs interventions militaires et leurs manœuvres politiques, de l'émergence des bandes armées – islamistes ou

pas – qui font régner la barbarie sur le Moyen-Orient et sur des régions de plus en plus vastes de l'Afrique. Mais elles sont tout autant responsables de la misère qui pousse des milliers de Sénégalais, Gambiens, Nigériens, Camerounais, Maliens ou Ivoiriens sur les routes de l'exode. Le milliardaire français Bolloré, pour ne citer que lui, a pris le contrôle des installations portuaires et de toute la chaîne de transport dans des dizaines de pays africains. Il rachète les terres des petits paysans pour étendre ses plantations de palmiers à huile. L'industrie agroalimentaire et les bateaux-usines de l'UE ruinent les petits producteurs et les petits pêcheurs africains. Comme des générations de paysans et d'artisans depuis les débuts de la révolution industrielle, ces prolétaires africains n'ont d'autre choix pour faire vivre leur famille que d'aller tenter leur chance dans les grandes villes ou, pour une toute petite fraction d'entre eux, dans les métropoles impérialistes.

C'est inexorable. Tous les



Cartooning for Peace

drones et autres moyens technologiques de l'agence européenne Frontex, toutes les barrières électrifiées construites autour de la forteresse Europe n'y changeront rien. Comme l'ont dit des migrants à une ONG: « Vous nous prenez nos empreintes digitales, on se brûle les doigts. Si vous prenez les empreintes de nos paumes, nous nous brûlerons les mains. Si vous prenez l'image de nos iris, nous nous crèverons les yeux pour atteindre la liberté ». Les barrières administratives ou physiques n'auront qu'un seul effet: faire prendre des risques toujours plus grands aux candidats à l'émigration et enrichir des passeurs sans scrupule qui augmenteront le prix du passage.

## LES PROLÉTAIRES N'ONT PAS DE PATRIE

Tout le prolétariat s'est constitué ainsi, migrant au gré des cycles économiques vers les zones industrielles pour vendre sa force de travail. Le capitalisme a transformé la planète en une seule et unique entité économique, au sein de laquelle tous les pays sont interdépendants et tous les travailleurs liés entre eux. Ce constat faisait déjà écrire à Marx et Engels, dès 1848, dans le *Manifeste communiste*: « Les prolétaires n'ont pas de patrie ».

C'est pourquoi les travailleurs conscients doivent exiger le droit à la libre circulation pour tous. C'est-à-dire le droit pour chacun de se déplacer, de s'installer, de travailler, de s'organiser, de voter, sans aucune restriction,

sans carte de séjour ni visa, dans le lieu où il le souhaite.

Tous les riches de la planète disposent de ce droit, eux qui passent le réveillon à New-York avant d'aller faire du shopping à Londres ou un safari en Afrique. Avec le bon passeport et de l'argent, les frontières sont virtuelles. À chaque catastrophe naturelle, à chaque crise politique, le gouvernement met en œuvre ses ambassades et déploie des hélicoptères pour récupérer des Français « expatriés » – on ne dit pas « émigrés » – en Haïti, au Népal ou au Mali. Les seuls qu'on refoule ou qu'on enferme dans l'un des multiples camps de rétention, ce sont les derniers arrivés parmi les prolétaires.

Cette politique répressive en vigueur dans toute l'Europe n'a d'autre but que de camoufler l'incapacité des dirigeants politiques bourgeois à enrayer le chômage et la crise économique et de détourner l'attention des classes populaires vers des boucs émissaires, en créant de toutes pièces un prétendu « problème de l'immigration ». Si l'extrême droite en a fait son fonds de commerce, tous les autres partis lui emboîtent le pas. Il est significatif que le PS au pouvoir tienne à démontrer sa fermeté sur la question de l'immigration, de crainte d'être taxé d'angélisme par ses adversaires, préférant heurter durablement la fraction la plus humaniste de son électorat.

Les travailleurs conscients doivent combattre tous les démagogues qui prétendent les protéger de la « misère du monde » en fermant les

frontières, en prétendant opposer le protectionnisme et le patriotisme économique à la mondialisation capitaliste et finalement en semant la division entre eux. Qu'ils soient maçons polonais ou portugais détachés sur le chantier de l'EPR à Flamanville, soudeurs roumains ou ukrainiens sur les chantiers de Saint-Nazaire, intérimaires de multiples nationalités sur les chaînes de montage des usines automobiles, saisonniers camerounais ou marocains trimant sur les champs d'Andalousie, du sud de l'Italie ou des Bouches-du-Rhône, ces travailleurs ont les mêmes exploiters, les mêmes adversaires mais aussi les mêmes intérêts que tous ceux qui ont le « bon » passeport et la « bonne » nationalité. Et ils ont le même avenir: celui de combattre ensemble la dictature du capital qui entraîne la planète dans le chaos.

La seule façon d'échapper au chômage, à la misère et à la guerre, en Afrique comme en Europe, c'est que les travailleurs prennent le pouvoir, c'est-à-dire qu'ils exproprient les grands groupes capitalistes et réorganisent les moyens de production, à l'échelle de toute la planète, en vue de satisfaire les besoins de tous les êtres humains.<sup>1</sup>

16 juin 2015

<sup>1</sup> Lire sur le sujet l'article « Immigration : les murs de la honte de l'Europe capitaliste », *Lutte de Classe* n° 155, novembre 2013, et la brochure du Cercle Léon Trotsky n° 135 du 24 janvier 2014 : *L'immigration dans l'Europe en crise*.





## « Négociations » sur la dette grecque : les dirigeants impérialistes imposent leur loi

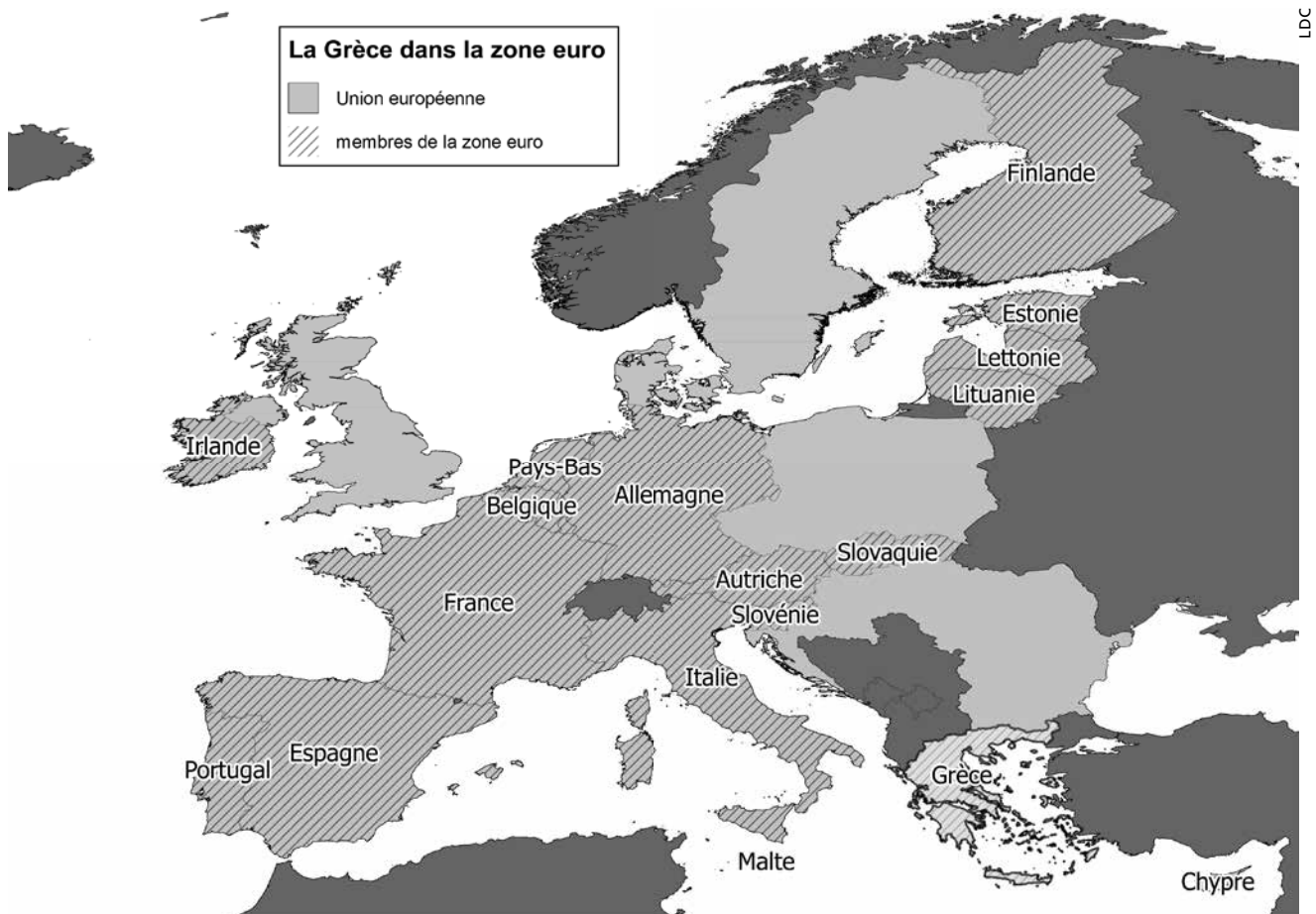
Alors que nous écrivons, un accord n'a toujours pas été trouvé entre les représentants du gouvernement grec et ses créanciers. Les réunions continuent de se succéder, négociateurs et commentateurs continuant de s'agiter autour de la menace d'un défaut de paiement de la Grèce. Faute d'un déblocage d'une nouvelle aide financière, elle ne pourra s'acquitter du remboursement de 1,6 milliard d'euros au Fonds monétaire international (FMI) pour le 30 juin. « Pas d'aide sans réformes », c'est-à-dire sans nouveau plan d'austérité : tel est le chantage exercé par ces huissiers du système capitaliste international que sont le FMI, la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne.

Les propositions faites le 22 juin par le gouvernement grec à l'Eurogroupe, la réunion des ministres des Finances de la zone euro, montrent qu'après avoir résisté pendant cinq mois le Premier ministre Alexis Tsipras est en passe de

céder aux exigences des institutions de la bourgeoisie internationale : augmentation de la TVA ; réforme du système de retraite avec la baisse de certaines pensions et le report progressif de l'âge de départ à 67 ans ; disparition des dispositifs de pré-

retraite. Des ajustements sont encore en cours de négociation, mais il s'agit bien d'un nouveau plan d'austérité que Tsipras a accepté de mettre en œuvre.

Tsipras avait été pourtant élu en dénonçant les plans d'austérité imposés à ses



LDC

prédécesseurs. Mais, en Grèce comme ailleurs, les dirigeants du monde impérialiste se moquent des résultats d'un scrutin ou, comme aiment le dire les politiciens de la bourgeoisie, de «l'expression démocratique de la volonté populaire». Leur politique, ils l'imposent par un rapport de force, sans témoigner le moindre respect de la souveraineté nationale des petits pays, et encore moins des conditions d'existence de leur population.

Ainsi, en Grèce, les travailleurs, les petits bourgeois, les chômeurs, les retraités continueront de payer pour que le FMI et la BCE récupèrent les prêts que le système bancaire a accordés à l'État grec dans le passé. Les banques ont ligoté ce dernier par un système d'endettement mis en place pendant les années qui ont suivi la crise financière de 2008. L'État grec pouvait alors emprunter à sa guise. Pour les banquiers, acheter des obligations d'État apparaissait comme un placement sûr parce que la Grèce fait partie de la zone euro. Les bailleurs financiers poussaient la Grèce à l'endettement d'autant plus que le remboursement de la dette paraissait garanti par la «solidarité» de la zone euro.

Patatras ! Derrière la solidarité européenne, il y avait des intérêts nationaux opposés. Les riches États impérialistes de la zone n'avaient nullement envie d'être garants de la dette grecque.

La crise de la zone euro, en 2010-2011, a apporté la preuve que prêter à la Grèce n'était pas aussi sûr que de prêter à l'Allemagne ou à la France, bien qu'ils aient la même monnaie. Le FMI et la BCE sont venus au secours des banques en acceptant obligeamment de racheter les titres de la dette grecque. Les banquiers ont été contraints d'accepter une certaine décote. Mais, grâce à

cette opération de transfert, ils ont sauvé leur mise, laissant aux gouvernements et aux institutions européennes la charge de régler la question de l'endettement de la Grèce.

Depuis, le FMI, la BCE et la Commission européenne répètent à la population grecque sur tous les tons, y compris le plus méprisant, qu'«une dette se paie». Au nom de celle-ci, ils ont imposé aux gouvernements grecs successifs une politique d'austérité de plus en plus drastique. Une logique poussée jusqu'à l'absurde puisqu'elle a plongé l'économie grecque dans la récession et dans une spirale d'appauvrissement sans fin, contraignant l'État grec à consacrer toutes ses ressources au remboursement de ses créanciers.

#### LA POLITIQUE DE TSIPRAS FACE À L'IMPÉRIALISME

Derrière les promesses faites à son électorat, promesses au demeurant très modestes en ce qui concerne les salaires, les retraites, il y avait le refus de Syriza que la Grèce soit traitée par les puissances impérialistes d'Europe comme une semi-colonie placée sous leur tutelle.

Car les rapports entre la Grèce et les puissances impérialistes d'Europe occidentale rappellent que les États qui constituent l'Union européenne (UE) ne sont pas égaux. Malgré sa façade prétendument démocratique, elle est régie par les mêmes types de rapport que l'ensemble du monde impérialiste. Les décisions qui sont prises ne résultent pas de « processus démocratiques » mais de rapports de force. Et les bourgeoisies les plus riches imposent leur diktat aux États les plus faibles.

Bien d'autres dirigeants de pays pauvres ont incarné au fil du temps des politiques de résistance face aux puissances

impérialistes. Plusieurs ont fait preuve de plus de détermination que Tsipras : à Cuba, le régime castriste a tenu tête aux États-Unis pendant plus de cinquante ans ; en Égypte, Nasser a osé nationaliser le canal de Suez, ne craignant pas d'affronter une intervention militaire ; ou plus récemment, au Venezuela, le régime de Chavez. Ces dirigeants nationalistes ont souvent eu le soutien des catégories les plus exploitées de leur pays. Aux yeux de celles-ci, cette lutte contre l'impérialisme apparaissait avec raison comme un combat pour reconquérir une dignité. Ne serait-ce que pour cette raison, les communistes révolutionnaires ne peuvent qu'être solidaires de cette opposition à l'impérialisme.

Mais défendre la souveraineté et la dignité nationales avec plus ou moins de ténacité ne signifie pas encore qu'on se place du point de vue des intérêts des classes exploitées. La preuve en est que Nasser avait su conjuguer son opposition à l'impérialisme, en particulier franco-britannique, et une politique d'oppression contre les classes populaires égyptiennes.

#### LA POLITIQUE DE TSIPRAS VIS-À-VIS DES CLASSES POPULAIRES

Désireux de desserrer l'étau des institutions internationales de la bourgeoisie impérialiste, Tsipras était disposé à mener une politique paternaliste à l'égard des classes exploitées. Était-il sincère lorsqu'il promettait à l'électorat populaire qu'il augmenterait le salaire minimum ou qu'il défendrait les retraites à un niveau décent ? Peut-être. Mais Tsipras ne représentait pas les intérêts matériels et encore moins politiques des classes exploitées. Il ne le prétendait d'ailleurs pas.

Après les élections qui

ont porté Syriza à la tête du gouvernement et qui ont montré l'ampleur de l'indignation de l'électorat populaire contre les diktats qui imposaient une politique d'austérité au pays, les puissances impérialistes ont fait quelques gestes pour dissimuler la brutalité de leurs interventions dans la politique du pays.

Elles ont accepté qu'il ne soit plus question de «troïka» et de mémorandums, autant de termes qui heurtaient la population grecque. Encore que la morgue de Christine Lagarde, ex-ministre française et actuelle directrice du FMI, affirmant qu'elle voulait bien négocier mais à condition que ce soit avec des adultes, a laissé transparaître les limites de ces gestes.

Mais, une fois ces concessions symboliques obtenues, Tsipras a dû s'incliner et faire acte de soumission. C'est le sens de la déclaration qui lui a été imposée à l'issue d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro, le 20 février, dans laquelle le gouvernement grec déclarait reconnaître les engagements définis par le plan d'aide négocié en 2012. Ainsi, il dressait même une liste de mesures qu'il s'engageait à prendre en échange du report de quatre mois de l'échéance qui devait intervenir fin février. Il a aussi dû s'engager à ne prendre aucune mesure unilatérale et à «financer complètement» toute nouvelle mesure, s'inclinant ainsi devant la tutelle budgétaire de Bruxelles.

Malgré l'opposition de Bruxelles, Tsipras a fait voter une loi pour lutter contre la crise humanitaire prévoyant, entre autres mesures, de rétablir le courant chez les plus démunis et de leur fournir jusqu'à 300 kWh d'électricité gratuite d'ici la fin de l'année, une aide alimentaire et le relèvement des petites retraites. Mais, par contre, le relèvement du smic

promis pendant la campagne électorale a été repoussé à 2016, de même que le rétablissement des conventions collectives et d'un 13<sup>e</sup> mois pour les retraites. L'impôt foncier instauré par la droite, l'ENFIA, que Syriza s'était engagé à supprimer, a été maintenu.

De recul en recul, Tsipras s'est aujourd'hui déclaré prêt à imposer de nouveaux sacrifices à la population. Par rapport à ses prédécesseurs, il pourra mettre en avant le fait qu'il a tenté de fixer des limites, une ligne rouge à ne pas dépasser. Les dirigeants européens, de leur côté, au cours des négociations qui se poursuivent actuellement, cherchent à faire la démonstration politique la plus visible possible. En faisant plier Tsipras, ils veulent montrer à tous les peuples qu'il est impossible de leur désobéir et de manifester la moindre velléité d'indépendance.

Mais les dirigeants politiques de la bourgeoisie d'Europe savent que Tsipras est un des leurs. Un peu remuant, un peu trop sensible à la pression de sa population, mais un des leurs quand même ! Ils ont en commun de redouter que la menace que la Grèce se retire de la zone euro déclenche une crise financière européenne impossible à maîtriser. Ils ont surtout en commun que Tsipras se place dans le cadre du système capitaliste et de la loi de la jungle, sa seule loi.

#### LA BOURGEOISIE GRECQUE CONTINUE D'ÊTRE ÉPARGNÉE PAR L'AUSTÉRITÉ

Depuis le début, Tsipras s'est comporté en chef de gouvernement responsable vis-à-vis de la bourgeoisie grecque, se refusant à la contraindre à participer à la «solidarité nationale» en prenant sur ses profits.

Parmi les dernières mesures

annoncées dans les négociations actuelles, il est question d'une taxe sur les articles de luxe et sur les revenus des 500 Grecs les plus riches. Mais ce genre de mesures figure de temps en temps dans la panoplie des gouvernements des États impérialistes comme la France. Les ministres de Syriza dénoncent ceux qui fraudent le fisc et ont ouvert des comptes en Suisse pour échapper à l'impôt. Mais ils se sont contentés de promettre une amnistie à ceux qui rapatrieraient leur argent, s'inspirant d'une mesure mise en œuvre en France et dans d'autres États, avec une efficacité limitée comme à chaque fois qu'il est fait appel à la bonne volonté des classes privilégiées.

Le gouvernement Tsipras s'est refusé à imposer sérieusement des sacrifices à la bourgeoisie grecque et aux catégories les plus riches alors que, fort d'un soutien populaire, il aurait pu le tenter, ne serait-ce que pour soulager les conditions de vie des classes populaires.

Ainsi l'exemption fiscale dont bénéficient les armateurs grecs n'a pas été remise en cause, alors que ceux-ci ont accumulé des fortunes considérables et possèdent la première flotte du monde en tonnage. Pas plus que celle dont bénéficie l'Église grecque. Alors que des milliards ont quitté les caisses des banques grecques depuis plusieurs jours, aucun contrôle des capitaux n'a été instauré. Bien des États confrontés à une crise de financement, sans être particulièrement révolutionnaires, ont pourtant été capables d'instaurer une telle mesure.

Tous ces choix de Tsipras montrent qu'il appartient au même monde que tous les représentants du monde impérialiste. Ceux-ci ne lui en ont peut-être pas voulu pour sa résistance dans les négociations, sauf les plus imbéciles ou les plus méprisants. Ils savaient que le véritable problème



n'était pas Tsipras ni Syriza, mais les réactions éventuelles de la majorité exploitée de la population qui devait supporter les coûts. Après tout, la résistance manifestée par Tsipras dans les négociations sera probablement mise à son crédit et lui servira d'argument. « Nous avons cédé mais nous avons fait tout ce que nous avons pu », pourra-t-il tenter d'expliquer en substance.

Ceux qui, dans les milieux populaires, seront convaincus

par ce discours seront-ils majoritaires? Ou, au contraire, les reculs de Tsipras passeront-ils pour des concessions inacceptables, pour la démonstration que, même avec un gouvernement qui se prétend à la gauche de la gauche traditionnelle, il n'y a pas de salut pour les exploités?

Et cette compréhension de la politique de Tsipras provoquera-t-elle dans les classes exploitées un sentiment

de résignation ou alimentera-t-elle leur colère? L'avenir le dira. Mais même si c'est la colère qui gagne les classes populaires, il faudra qu'apparaisse une organisation politique capable de l'exprimer, c'est-à-dire capable d'engager le combat non pas contre la politique d'austérité de la bourgeoisie, mais pour le renversement de la bourgeoisie elle-même, aussi bien grecque qu'internationale.

*Le 25 juin 2015*



**Quand Juncker embrasse Tsipras : le baiser qui tue ?**



## Turquie : la montée du mécontentement social et les difficultés du gouvernement Erdogan

**Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 2002, les élections législatives turques du 7 juin ont été un échec relatif pour le parti AKP de Recep Tayyip Erdogan. Le parti prokurde HDP, qui s'est présenté comme le porte-parole de nombreux mouvements de contestation qui traversent la société turque, a recueilli 13 % des suffrages, réussissant à franchir le seuil de 10 % nécessaire pour être représenté au Parlement. La crise économique, la politique du gouvernement Erdogan compromis dans le soutien aux troupes de l'État islamique en Syrie et en Irak, son autoritarisme croissant marqué notamment par la répression violente des manifestations de 2013 au parc Gezi d'Istanbul, sa corruption, illustrent une usure du pouvoir que les résultats électoraux traduisent à leur tour et encore accentuée par la montée des grèves.**

**T**out en gardant la majorité relative, l'AKP est maintenant contraint de chercher des alliés pour constituer une coalition de gouvernement, et ces élections marquent donc sans doute la fin d'une longue période de stabilité politique. Mais, bien plus important du point de vue de la classe ouvrière, les semaines qui les ont précédées ont été marquées par une puissante vague de grèves des travailleurs de la métallurgie, qui a forcé le patronat de ce secteur à lâcher du lest et qui marque sans doute aussi la fin d'une longue période de stabilité sociale.

C'est à la mi-mai qu'a débuté dans la zone industrielle de Bursa un mouvement de grève qui s'est rapidement étendu dans la ville, puis à d'autres usines de la métallurgie de la région industrielle d'Istanbul, touchant ensuite d'autres régions comme celles d'Ankara ou d'Izmir.

Bursa, à environ 150 kilomètres au sud d'Istanbul, concentre une grande partie de l'industrie automobile turque, constituée à partir d'associations entre groupes capitalistes du pays et multinationales du secteur comme Renault et Fiat, mais aussi Ford, Mercedes

ou Toyota. On trouve aussi à Bursa d'importantes usines d'accessoires automobiles, implantées autour des grandes usines pour fournir directement les chaînes de montage.

En fait, le mécontentement mûrissait depuis plusieurs mois parmi les travailleurs de l'usine Renault-Oyak, fruit de la collaboration entre le constructeur français et le groupe de participations Oyak constitué autour des caisses de retraite et de prévoyance de l'armée turque. En effet, si la première période de gouvernement du parti AKP a été pour la Turquie une période de croissance et de prospérité économique, se traduisant par l'importante progression des salaires, il n'en est plus de même. À la crise internationale de 2008 se sont ajoutées les difficultés spécifiques du Moyen-Orient qui ont fait perdre aux capitalistes turcs une grande partie de leurs marchés en Irak et en Syrie. La dépréciation de la livre turque, qui depuis 2011 a perdu 50% de sa valeur par rapport à l'euro, s'est accompagnée d'une inflation qui atteint maintenant 25% par an. Les travailleurs n'ont pu que constater une dégradation rapide de leur pouvoir d'achat

remettant rapidement en cause les quelques progrès enregistrés dans la période de prospérité.

Alors que la période précédant l'arrivée au pouvoir de l'AKP avait été marquée par l'instabilité et les crises financières, le pouvoir d'achat des bas salaires avait ensuite presque doublé en dix ans, passant de l'équivalent de 175 euros en 2002 à 350 euros mensuels environ. Cette relative prospérité explique en grande partie le crédit qu'Erdogan a pu gagner au sein de la population. Mais depuis un an les travailleurs ont perdu 25% de leur pouvoir d'achat. Presque cinq millions de salariés seraient dans l'incapacité de faire face à leurs crédits et plus de 350 000 risqueraient la prison pour dettes.

Dans la zone industrielle de Bursa, où sont employés 360 000 travailleurs, les premiers à revendiquer une augmentation importante des salaires ont été ceux de l'usine Bosch, une usine voisine de l'usine Renault. Cependant, la direction de Bosch allait céder rapidement devant la mobilisation et accepter ce qui n'était après tout qu'un réajustement des salaires compte tenu de l'inflation. Mais



il n'allait pas en être de même dans les usines voisines.

#### VERS LA GRÈVE CHEZ RENAULT-OYAK

Le 17 décembre 2014, le syndicat Türk-Metal-İş, véritable syndicat mafieux affilié à la confédération Türk-İş, tout dévoué au grand patronat et lié à l'extrême droite, avait cosigné avec l'organisation patronale de la métallurgie, le MESS, un accord prévoyant une très faible augmentation de salaire. L'accord était signé pour trois ans, contrairement à l'habitude qui est de deux ans pour ce genre d'accord. Les 110 000 adhérents de Türk-Metal-İş n'avaient évidemment pas été consultés.

Le système syndical turc est construit sur le modèle du système américain dit du closed-shop, selon lequel un seul syndicat peut être reconnu comme représentatif dans une entreprise et admis à négocier avec le patron, ses seuls adhérents pouvant alors bénéficier des résultats de négociations. Il s'y ajoute une législation encadrant strictement l'exercice du droit de grève, pratiquement subordonné au déroulement des négociations avec le patronat

et donnant à la bureaucratie syndicale la possibilité de s'opposer à tout mouvement revendicatif qu'elle n'aurait pas décidé. Mais il arrive un moment où l'effet d'un tel barrage se transforme en son contraire, lorsqu'il craque et ouvre la voie au déferlement des revendications.

En effet, l'accord signé fin 2014 par Türk-Metal-İş entraîna des manifestations de mécontentement de plus en plus nombreuses. Dans certaines usines, notamment chez Renault, les dirigeants syndicaux et la maîtrise furent pris à partie par des travailleurs qui ne craignaient pas de leur faire savoir que cet accord ne leur convenait pas, alors que les salaires ne permettaient plus de boucler les fins de mois et de rembourser les crédits. Pour toute réponse, ils se voyaient renvoyés à la prochaine négociation, trois ans plus tard, autant dire aux calendes grecques.

L'absence de réponse, même en paroles, ne fit qu'accroître le mécontentement. Face au climat répressif que fait régner le patronat dans les entreprises, il commença par s'exprimer par des actions de rébellion massives, comme le fait de se laisser pousser la barbe,

de manifester bruyamment à la cantine en tapant sur la vaisselle, ou de boycotter le restaurant d'entreprise.

L'ambiance montant d'un cran, le 15 avril des travailleurs de l'usine Bosch franchirent une étape en cessant le travail en dépit de l'interdiction légale. Ils obtinrent rapidement une augmentation de plus de 20%, leur patron outrepassant les termes de l'accord général afin que le travail reprenne rapidement, ce qui fut le cas. Cependant, malgré la discrétion des médias sur ce succès des travailleurs, l'information circula très vite dans les usines voisines, notamment Renault-Oyak.

Un mois durant, l'agitation gagna les deux zones industrielles de Bursa, celle qui comprend l'usine Renault-Oyak et celle où est implantée l'usine Fiat-Tofaş, qui elle est issue d'une collaboration entre Fiat et le groupe capitaliste turc Koç. Dans plusieurs dizaines d'usines, en particulier celles du secteur de la sous-traitance automobile comme Coşkunöz, Mako, Ototrim, Delfi, Valeo, SKT, Farba, au total 20 000 travailleurs environ participèrent à des actions de protestation, comme le boycott de la cantine ou les concerts de



gamelles.

Le 21 avril, le mouvement prit de l'ampleur. Chez Renault-Oyak et Fiat-Tofaş en particulier, des centaines de travailleurs mirent à profit le changement d'équipe pour scander des slogans hostiles à Türk-Metal-İş, exigeant les mêmes concessions que celles obtenues chez Bosch.

Quelques jours plus tard, début mai, des travailleurs de ces différentes usines décidèrent de résilier collectivement leur adhésion à Türk-Metal-İş. Dès la nuit du 5 mai, à l'entrée de l'équipe de nuit chez Renault, ces salariés constatèrent que leur badge avait été démagnétisé. Ils ne pouvaient donc plus entrer dans l'usine et étaient de fait licenciés ! Autrement dit, la direction de Renault-Oyak avait choisi de répondre au mécontentement comme elle l'avait fait lors de mouvements précédents, en licenciant les travailleurs identifiés comme meneurs et en pensant ainsi décourager les autres. Mais cette fois le cas de figure avait été prévu, et la réaction aussi. Depuis plusieurs jours les travailleurs se rassemblaient devant l'usine avant de rentrer en passant ensemble au contrôle,

pour vérifier collectivement qu'il n'y avait pas de licenciés. Voyant que deux des siens l'étaient, l'équipe de nuit ne prit pas le travail, tandis que l'équipe d'après-midi, qu'elle devait remplacer, refusait de quitter l'entreprise.

La direction une fois placée face à cette réaction de masse, deux heures d'arrêt de la production suffirent à la convaincre de reculer et d'annoncer l'annulation des deux licenciements. À la nouvelle du blocage de l'usine, le directeur dut se déplacer en pleine nuit pour annoncer aux deux mille personnes rassemblées devant les grilles que la mesure était retirée. Le travail reprit alors, mais les ouvriers de Renault avaient pu prendre conscience de leur force et voir combien elle pouvait être efficace pour faire céder une direction.

#### DIX JOURS D'UNE GRÈVE MENÉE PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES

Mais, concernant les salaires, rien n'était réglé. La direction demanda un délai de quinze

jours pour consultation de la direction générale. Celle-ci n'attendit pas si longtemps : dès le jeudi 14 mai, elle réunit l'équipe du matin pour annoncer qu'elle ne dérogerait pas à l'accord du 17 décembre 2014. Mais là encore la réaction fut rapide. Dès le lendemain soir, l'équipe de nuit au complet refusa d'entrer dans l'usine et se rassembla à l'extérieur, tandis que l'équipe d'après-midi y demeurait pour occuper les ateliers. Le lendemain vendredi 15 mai, à son tour l'équipe du matin refusa d'entrer dans l'usine. Dès ce jour-là les trois équipes étaient donc en grève, la production arrêtée. L'usine était occupée par l'équipe de nuit tandis que les deux autres équipes se rassemblaient aux portes. Pour tenter de faire diversion, la direction annonça qu'elle accordait à tous un congé jusqu'au lundi. Ce piège grossier ne fonctionna pas et tous restèrent sur place.

Un précédent avait déjà eu lieu chez Renault, trois ans auparavant, lors de la négociation de la convention collective. Plusieurs centaines de travailleurs, mécontents de leurs salaires et de leurs



Rassemblement des grévistes devant Renault-Oyak.

conditions de travail, avaient exprimé leur intention de quitter le syndicat Türk-Metal-İş sourd à leurs problèmes. Mais la loi exige qu'au moins 50 % des travailleurs fassent la même démarche. Les travailleurs avaient par ailleurs tenté sans succès d'obtenir le soutien du syndicat Birleşik-Metal-İş, lié à la confédération syndicale DİSK, considérée comme réformiste. Ce mouvement de protestation s'était soldé par plusieurs dizaines de licenciements. Pour coûteuse qu'elle fût, cette expérience avait été pleine d'enseignements pour les travailleurs, montrant la nécessité d'une préparation sérieuse pour faire aboutir leurs revendications.

Plusieurs mois durant, et notamment dans les semaines précédant ce mouvement de mai 2015, les travailleurs de Renault s'organisèrent en toute discrétion. En particulier ils désignèrent en leur sein des travailleurs représentatifs. Chaque unité de 20 ouvriers désigna un délégué, chacun de ceux-ci participant à la désignation de délégués de département. Au total, l'ensemble des départements de cette usine comptant 5 700 travailleurs désignèrent

ainsi un comité de huit délégués. Celui-ci fut chargé de les représenter auprès de la direction et des diverses autorités telles que la préfecture.

Malgré pressions et manœuvres, la direction et les autorités échouèrent à faire reprendre le travail. Au bout de plusieurs vaines réunions à la préfecture, les huit délégués exaspérés déclarèrent que, dorénavant, si le préfet voulait les rencontrer, il savait où les trouver : il n'aurait qu'à venir à l'usine. Quant aux grévistes, pour déjouer les provocations et tentatives d'infiltration de la direction et des autorités, ils entreprenaient de contrôler toutes les entrées et sorties, ne laissant pénétrer que ceux qui disposaient d'une carte de l'usine. Par la suite, ils contrôlèrent aussi la qualité d'ouvrier des possesseurs de carte. Ainsi, à la suite des assemblées générales, des réunions par atelier permirent de débusquer six individus en possession d'une carte mais étrangers à l'usine. Ces informateurs infiltrés furent donc priés de sortir.

En soutien aux grévistes, on vit arriver leurs familles

ainsi que des voisins venus apporter repas et réconfort. Les travailleurs des entreprises environnantes, généralement de la sous-traitance automobile, apportèrent un soutien important, en refusant toute heure supplémentaire, en boycottant les cantines et en venant à la rencontre des travailleurs de Renault devant l'usine, malgré les menaces du préfet et de la police. Une multitude de pancartes accrochées sur les grilles de l'usine témoignaient de ce soutien, de la sympathie entourant le mouvement et du début de contagion à d'autres usines de la métallurgie.

#### LA GRÈVE S'ÉTEND DANS L'AUTOMOBILE

L'exemple de Renault fut aussi suivi dans l'autre grande usine automobile de Bursa, l'usine Fiat-Tofaş. Ses plus de 6 500 travailleurs se mirent à leur tour en grève pour les salaires, ainsi que les 2 000 ouvriers de l'usine Coşkunöz, puis les 1 200 ouvriers de Mako, puis ceux de Valeo et de Delfi. Dès le 15 mai, le nombre de grévistes à Bursa atteignait 16 000.



Un moment festif de la grève : danse traditionnelle devant Renault-Oyak..





Evrensel

**Les grévistes de Tofas brandissent leur chaussure, devenue en Turquie symbole de la revendication des augmentations de salaire depuis qu'un directeur de banque indélicat a été arrêté avec 4,5 millions de dollars cachés chez lui dans des boîtes à chaussures.**

La contagion gagna rapidement les autres zones industrielles de l'ouest de la Turquie, autour d'Istanbul et d'Izmit, d'abord dans le secteur automobile, puis dans d'autres secteurs de la métallurgie. Le mouvement s'étendit à Ankara, chez Türk Traktör, une usine appartenant aussi au groupe Koç. Dans cette dernière, un comité de délégués dirigea la grève sous tous ses aspects, repas compris, et ce malgré les multiples pressions et tentatives d'intimidation de la direction. À leur tour les 8 000 travailleurs de Ford Otosan à Izmit entrèrent en grève le 18 mai sur les mêmes revendications que Renault, élisant leurs propres délégués et résiliant leur adhésion à Türk-Metal-İş.

Le patronat de la métallurgie tenta alors de ruser pour faire cesser la grève : le 22 mai, la grande presse titrait mensongèrement sur la reprise chez OyaketTofaş. Mais patronat et gouvernement hésitaient à faire appel aux forces de police, pourtant postées non loin des usines.

Le mouvement allait encore s'étendre à d'autres villes comme

Izmir, où les ouvriers de l'usine de jantes CMS obtinrent une prime de 1 000 livres (330 euros) après avoir seulement distribué un tract menaçant de la grève. Quant aux 1 900 travailleurs de la raffinerie Petkim, refusant les maigres 5% d'augmentation proposés par le patron, ils obtinrent en grande partie satisfaction après l'occupation du site pendant une semaine. Puis des travailleurs des quatre zones industrielles de la ville entrèrent en lutte à leur tour sur les mêmes revendications. À Izmir toujours, les 3 500 travailleurs de Izenerji, société d'électricité et de gaz dépendant de la municipalité, manifestèrent pour des augmentations de salaire immédiates – les négociations en vue de la convention collective n'aboutissant toujours pas au bout de deux ans – et finirent par se mettre en grève le 7 juin. Des travailleurs d'IDC et de Ege Çelik, toujours à Izmir, eurent la bonne surprise de voir leur compte bancaire crédité de 1 000 livres, en réponse à l'effervescence régnant dans ces entreprises.

Preuve de l'ampleur du

mouvement, au-delà des grandes villes, des villes moyennes furent touchées elles aussi, comme Eskişehir où cette fois l'usine d'électroménager Arçelik, en grève le 26 mai, fut évacuée par la police.

#### LE PATRONAT CONTRAINT À DES CONCESSIONS

Les grévistes d'Oyak Renault reprirent le travail le 27 mai au matin, à la suite d'un accord sur neuf points comprenant entre autres : l'absence de sanctions, la reconnaissance des délégués élus par les ouvriers comme seuls interlocuteurs valables, le fait que Türk-Metal-İş auquel il ne restait d'ailleurs plus que 60 adhérents sur les 5 700 travailleurs, ne soit plus le syndicat représentatif. Sur le plan salarial, la direction annonçait 600 livres (200 euros) de prime annuelle garantie, 1 480 livres (480 euros) à la reprise, le paiement des jours de grève, et l'engagement que les salaires seraient renégociés avant la fin juin.

Le travail reprit alors dans les usines qui avaient été touchées



par le mouvement, pour lesquelles la grève chez Renault avait été un point de référence. Pratiquement tous avaient obtenu au moins une prime de 1 000 livres et imposé au patron de ne plus considérer le syndicat Türk-Metal-İş comme le seul représentatif. Tout n'est certes pas réglé, car le patronat ne se donne évidemment pas pour vaincu. Quelques jours à peine après l'accord chez Renault, la direction de l'usine tentait d'ailleurs encore de licencier deux ouvriers qui avaient été en pointe dans le mouvement. Mais là encore, elle rencontra une réaction unanime et dut retirer immédiatement ses mesures.

Enfin, à la fin juin, on apprenait les propositions salariales de la direction de Renault-Oyak, concernant aussi les 110 000 travailleurs impliqués par l'accord de décembre 2014 entre le MESS et le syndicat Türk-Metal-İş. Elle proposait, en accord avec le MESS, une prime totale de 3 500 livres sur trois ans (1 200 euros), dont 1 400 livres en 2015, 1 400 livres en 2016 et 700 livres en 2017. Immédiatement, devant ces propositions nettement insuffisantes, le mécontentement recommença à s'exprimer chez Renault. Presque aussitôt, la direction visiblement peu désireuse de voir la grève repartir, annonça de nouvelles mesures salariales revenant pratiquement à doubler, de façon différenciée selon le niveau de salaire, les 3 500

livres annoncées quelques jours plus tôt.

Cependant, les tentatives de contre-offensive patronale ne font sans doute que commencer. Si chez Renault la direction a dû provisoirement y renoncer, il n'en est pas de même dans nombre d'autres usines, notamment chez Tofaş, où l'on a appris le 23 juin que la direction avait décidé de licencier 82 ouvriers. Il s'en ajoute des dizaines d'autres dans les entreprises de la sous-traitance.

Le conflit n'est d'une part pas fini entre d'une part des travailleurs qui en quelques semaines ont fait l'expérience de la lutte, fait de grands pas en matière d'organisation et pris conscience de la force qu'ils représentent, et d'autre part un patronat qui a été contraint de faire des concessions mais voudrait garder ses prérogatives et restaurer des règles maintenant mises à mal. En particulier, le fait d'avoir contraint ce patronat à négocier avec des délégués choisis par les travailleurs eux-mêmes dans le cours du mouvement, non seulement chez Renault mais dans d'autres entreprises, met en question le rôle des bureaucraties syndicales. Celle de Türk-İş s'avère bien trop compromise pour contrôler vraiment la classe ouvrière à un moment où celle-ci se met en lutte, tandis que celle de DİSK est trop peu présente pour

pouvoir jouer ce rôle. Or, face à ces appareils très loin des préoccupations des travailleurs, ceux-ci montrent de plus en plus qu'ils veulent la liberté de s'organiser, et même la prennent.

Une majorité des travailleurs, y compris ceux qui sont entrés en lutte, continuent à se reconnaître dans les partis traditionnels, et en premier lieu dans le parti au pouvoir depuis treize ans, l'AKP d'Erdogan. Mais on constate aussi combien, dans certaines circonstances, la classe ouvrière peut renouer rapidement avec des traditions de lutte qui étaient les siennes dans les années 1970. Celles-ci avaient été marquées par de nombreuses grèves, massives et déterminées, qui n'hésitaient pas à affronter la répression policière ou l'action des groupes d'extrême droite, des luttes au cours desquelles s'étaient forgées des relations de solidarité entre travailleurs des différentes entreprises, et finalement une véritable conscience politique de classe. Il s'avère que ni les années de dictature militaire, ni celles du gouvernement islamiste d'Erdogan, n'ont vraiment fait disparaître ces traditions et cette conscience. Dans la période de crise politique et sociale qui s'ouvre en Turquie, la classe ouvrière peut redevenir l'acteur de poids qu'elle a déjà été.

*25 juin 2015*



## Irak et Syrie: l'impérialisme confronté à l'offensive de l'État islamique

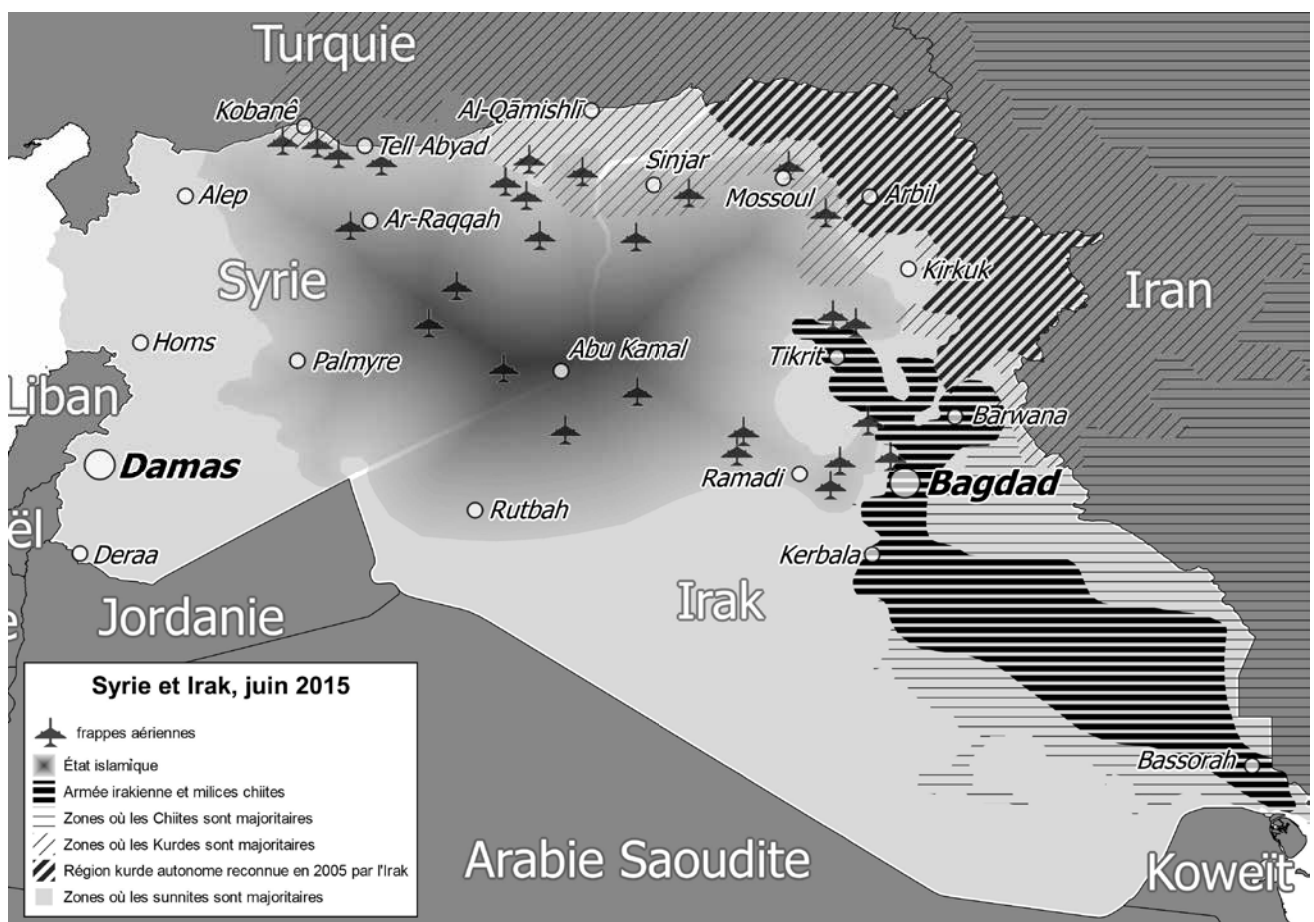
Il y a plus d'un an commençait l'offensive de l'organisation État islamique (EI) en Irak et en Syrie. Elle fut marquée par la prise, le 10 juin 2014, de Mossoul, seconde ville d'Irak avec ses deux millions d'habitants, et par une avancée rapide sur un territoire situé à cheval entre les deux pays. L'impérialisme américain, pris de court, fut contraint de constituer à la hâte une coalition et de déclencher des frappes aériennes début août. Mais malgré quelques revers dont le plus important à Kobané, à la frontière turque de la Syrie, début 2015, les milices djihadistes continuèrent leur progression en occupant des villes importantes, comme Ramadi, à une centaine de kilomètres de Bagdad, ou encore Palmyre en Syrie. La moitié de la Syrie et un tiers du territoire irakien sont aujourd'hui sous la coupe de l'EI, directement, ou par l'intermédiaire de milices qui s'y sont ralliées.

Des voix se sont élevées dans les médias pour critiquer la prétendue passivité de l'impérialisme, voire pour réclamer l'envoi de troupes au sol. Mais la population au

Moyen-Orient a payé de son sang cette leçon trop souvent oubliée : les interventions impérialistes ne combattent pas la barbarie, elles l'engendrent.

### LA BRÈCHE OUVERTE PAR LA POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME

L'avance rapide des djihadistes est en effet le



retour de bâton de la politique impérialiste qui vise à imposer par la violence sa mainmise sur la région. La guerre contre l'Irak, déclenchée par les États-Unis en 2003 et soutenue par ses alliés impérialistes, et huit années d'occupation aggravèrent la misère et les souffrances de la population. La démolition de l'État irakien dans la guerre contre Saddam Hussein et la politique des dirigeants impérialistes consistant à attiser, directement ou indirectement, les divisions au sein de la population irakienne, et à les utiliser pour imposer sa domination, ouvrirent la voie à des milices de toute obédience. Se développèrent ainsi des milices prétendant représenter la population sunnite, comme celles de l'État islamique, et d'autres prétendant représenter la population chiite.

L'EI s'engouffra dans la brèche ouverte par l'intervention impérialiste. Profitant de l'effondrement des institutions étatiques, il utilisa avec succès le mécontentement de la minorité sunnite irakienne vis-à-vis d'un pouvoir mis en place par les forces d'occupation à partir des milices chiites. Durant la guerre civile (2006-2008), ces milices avaient pris l'habitude de traiter tout membre de la minorité sunnite comme un ennemi potentiel. Après 2008, le Premier ministre, Nouri al-Maliki, leader du parti intégriste chiite Dawa, poursuivit une politique répressive à l'encontre des sunnites. La coupure confessionnelle s'aggrava, d'autant plus que, pour reprendre du terrain face à l'EI, al-Maliki fit le choix de réactiver d'anciennes milices chiites, dont les Brigades Badr ou l'Armée du Mahdi, armées et conseillées par l'Iran. Son successeur, Haider Al-Abadi, suit la même voie. Le résultat de cette politique est la quasi-partition de l'Irak entre une partie sunnite à l'Ouest, une partie kurde au Nord-Est et une partie chiite allant de Bagdad,

au centre, jusqu'au Sud.

Le pouvoir irakien, miné par la corruption, est considéré par la population comme une bande armée de plus, ce qu'il est. Pour ne citer qu'un exemple, le chef de la police irakienne à Mossoul, le lieutenant Mahdi al-Gharawi, est connu pour être un assassin qui s'est servi de la guerre contre les djihadistes comme d'une couverture pour extorquer de l'argent et menacer les habitants d'arrestation ou de mort.

Les djihadistes de l'EI s'imposent par la terreur, provoquant la fuite des minorités yézidies, chrétiennes, turkmènes. Le sort réservé à la population chiite est identique. Dans toutes les zones conquises, ils instaurent une dictature moyenâgeuse : décapitations en public, lapidations ou

crucifixions pour tous ceux n'ayant pas respecté la charia, réduction des femmes en esclavage, contrôle de tout, des programmes scolaires à la tenue vestimentaire des habitants, et surtout des habitantes à qui le port du voile intégral est imposé.

Mais l'EI cherche aussi à s'implanter durablement dans chaque ville conquise en s'appuyant sur des seigneurs de guerre locaux, chefs tribaux ou autres, à qui est confié le pouvoir à condition qu'ils lui fassent allégeance et se plient à ses injonctions en matière de mœurs. Grâce à un trésor de guerre évalué aujourd'hui à deux milliards de dollars, alimenté à l'origine par les donations en provenance des États du Golfe et par divers rackets et trafics dont ceux







Des combattants de l'État islamique, le 17 mai 2015, après la prise de Ramadi. La population est prise sous le feu croisé des bandes armées.

liés à la vente de pétrole, les fonctionnaires et ses propres soldats sont régulièrement payés. Les djihadistes rétablissent même certains services publics, réquisitionnent des stocks alimentaires pour les redistribuer aux foyers « méritants ». L'EI a les moyens d'attirer des jeunes que la situation catastrophique laisse sans perspective, des membres d'anciennes milices sunnites ou des officiers de l'ancienne armée de Saddam Hussein, réduits au chômage par l'actuel pouvoir irakien. Quant à la population, elle fuit ou elle subit.

## LE RÈGNE DES MILICES

« Les habitants ont peur de Daech [EI en arabe], mais aussi de ceux qui viendront [les] libérer [...] de Daech ». Cette affirmation de Salim al-Joubouri, président du Parlement et dignitaire sunnite, résume bien la situation actuelle. L'apparition de toutes sortes de milices, imposant leur loi à la population et rivalisant entre elles dans le cadre d'affrontements souvent sanglants, transforme la vie de

la population en un enfer. Les violences ne sont en effet pas le seul fait de l'EI. Selon Amnesty International, de nombreuses exécutions sommaires ont été commises dans les zones reprises à l'EI par des miliciens chiïtes qui se vengent en prenant pour cible la population sunnite. À Barwana, dans la province de Diyala, début janvier, près de 60 hommes furent massacrés par des milices chiïtes. Voilà ce à quoi on assiste aujourd'hui : la déstabilisation de toute une région déchirée par des conflits confessionnels et ethniques, en proie à des bandes armées qui sèment la terreur.

## LA POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME FACE AU CHAOS

Face à cela, quelle politique mène l'impérialisme ? Les bombardements aériens déclenchés début août en Irak, plus d'un mois plus tard en Syrie, n'ont pas fait reculer les djihadistes de l'État islamique, pas plus que l'envoi de conseillers supplémentaires chargés d'entraîner les forces de

sécurité irakienne. 450 soldats américains devraient être envoyés en Irak, portant leur nombre total à 3 550. Après le retrait des troupes américaines en décembre 2011, Obama ne veut pas – pour l'instant – revenir en arrière et engager davantage de troupes au sol, sachant combien serait impopulaire une politique sacrifiant des milliers de jeunes soldats américains. Il sait aussi qu'une telle intervention pourrait conduire à un nouvel enlèvement.

Les États-Unis se servent des frappes aériennes pour montrer qu'ils occupent le terrain afin de pouvoir préserver leurs intérêts en s'imposant comme des arbitres dans tout règlement politique qui pourrait se dessiner. « Nous ne disposons pas encore d'une stratégie complète », a déclaré Obama le 9 juin, à l'issue du sommet du G7. Cette « stratégie » n'est en effet pas « complète », car elle consiste à attendre et à voir si surgissent des forces susceptibles de ramener un semblant d'ordre dans la région.

C'est ainsi que les dirigeants américains insistent depuis

plusieurs mois sur la nécessité d'impliquer plus étroitement des tribus sunnites dans la lutte contre les milices de l'EI, tout en laissant agir les milices chiïtes. *« Sans cette participation locale, même si vous enregistrez des succès à court terme, il est très difficile de garder le contrôle de ces régions. »* a expliqué Obama.

Mais l'impérialisme américain voudrait aussi s'appuyer sur les puissances régionales. L'Iran, qui intervient en Irak contre l'EI en armant et en finançant des milices qui lui sont liées, est un soutien officieux. Son engagement en Irak n'est pas récent. Après la chute de son ennemi juré, Saddam Hussein, en 2003, Téhéran n'a cessé d'avancer ses pions en Irak, sans même attendre le retrait des troupes américaines en 2011.

Depuis quelques mois, ce soutien iranien à la lutte contre l'EI en Irak se fait ouvertement. Le commandant Soleimani, cet officier qui dirige sur place les

miliciens chiïtes engagés au sol aux côtés de l'armée irakienne, fait même la une de la presse en Iran où il est présenté comme un « héros national » dans ce combat.

Tout en protégeant ses intérêts régionaux qui exigent le maintien, en Irak, d'un contrôle étroit sur les institutions étatiques par les partis chiïtes qui lui sont liés, l'Iran cherche à s'imposer comme un interlocuteur incontournable de l'impérialisme américain. Et cette ambition inquiète l'Arabie Saoudite et la Turquie, toutes deux en compétition pour le rôle de première puissance régionale. L'impérialisme américain voudrait bien rassembler ses alliés locaux derrière lui, mais chacun continue de jouer son propre jeu. Ainsi, les dirigeants turcs et saoudiens ont soutenu les djihadistes contre Bachar-Al-Assad, et rien ne dit qu'en Syrie ils ne continuent pas à le faire.

L'impérialisme mène la

politique qu'il a toujours menée, celle qui consiste à s'appuyer sur des forces, aussi barbares soient-elles, contre d'autres. Il tente ainsi de ramener un semblant de stabilité, quoi qu'il en coûte à la population, et jusqu'à ce que ces forces échappent à leur tour à son contrôle. Être pompier pyromane est le propre de l'impérialisme.

Les interventions de l'impérialisme, quelles qu'elles soient, n'apporteront aucune solution à la population. Bien au contraire. La guerre contre le terrorisme au nom de laquelle se sont menées toutes celles de ces dernières années, est en fait une guerre menée pour tenter de contrôler le Moyen-Orient et ses richesses. Or c'est précisément de la boîte de Pandore qu'elles ouvrent que n'en finissent pas de sortir des groupes terroristes, tous plus monstrueux les uns que les autres.

22 juin 2015



## Grande-Bretagne : Cameron vire vers l'Europe et se retourne contre la classe ouvrière, britannique et immigrée

**Le Premier ministre conservateur britannique David Cameron a donc été reconduit au pouvoir lors des élections législatives du 7 mai. Son parti obtient même, pour la première fois depuis 25 ans, la majorité absolue des sièges au Parlement. Mais Cameron n'en sort pas pour autant en position de force.**

**L**à sans doute neutralisé la menace électorale du parti d'extrême droite, xénophobe et antieuropéen UKIP (parti pour l'indépendance du Royaume-Uni). Mais s'il a pu le faire, c'est surtout grâce à un système électoral fait sur mesure pour les grands partis (scrutin uninominal à un tour), qui a réduit UKIP à un seul siège malgré ses 3,9 millions de voix.

En revanche, comme plusieurs de ses prédécesseurs, Cameron se retrouve aujourd'hui en tête-à-tête avec la droite « eurosceptique » de son parti, favorable au retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (UE). Cette aile est rendue d'autant plus virulente qu'elle se sent renforcée par le score de UKIP, dont elle partage le fonds de commerce réactionnaire. Or cette droite, rassemblée récemment au sein d'un groupe intitulé Conservateurs pour la Grande-Bretagne auquel se sont déjà ralliés plus d'un tiers des députés conservateurs, a les moyens de mettre Cameron en difficulté, compte tenu de la très faible majorité parlementaire dont il dispose, tout juste six sièges. Et cela le contraint à un jeu de contorsionniste doublé de marchandages élaborés destinés à faire passer le maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE, quitte à lâcher du lest sur d'autres lubies réactionnaires de la droite conservatrice.

### UN «TOURNANT PROEUROPÉEN» ?

Car, maintenant que l'interminable campagne électorale qui avait précédé le 7 mai est terminée, Cameron doit abandonner le terrain de la surenchère antieuropéenne à laquelle il s'était livré face à UKIP, et revenir aux réalités de ce que le capital britannique attend de lui.

C'était dans le cadre de cette surenchère, en particulier, qu'en janvier 2013 il avait promis un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne au plus tard en 2017, revendication qui était au centre de la campagne de UKIP. À l'époque, Cameron avait tenu à claironner qu'il n'excluait pas d'appeler à voter pour la sortie de l'Union s'il n'obtenait pas de celle-ci qu'elle se « réforme ». Il s'agissait, disait-il, de rapatrier à Londres, au nom de l'« intérêt national », des pouvoirs « indûment confisqués » par Bruxelles.

À l'époque, cette annonce n'avait pas été du goût de la City de Londres. Ses cercles dirigeants l'avaient fait savoir à grand renfort de pleines pages publiées dans le quotidien économique *Financial Times*. On y trouvait les grands noms de la finance et des multinationales

britanniques. Leurs homologues étrangers qui avaient leur tête de pont européenne en Grande-Bretagne s'étaient joints au chœur en faisant savoir qu'ils devraient reconsidérer leurs projets d'investissement, voire leur présence dans le pays en cas de retrait de l'UE. Et tout ce beau monde s'était amèrement plaint de l'incertitude que ce référendum faisait peser sur les affaires.

Évidemment, le patronat britannique voudrait bien avoir le beurre et l'argent du beurre, les avantages de l'appartenance à l'UE et la possibilité de laisser de côté ce qui ne lui convient pas. En particulier, il voudrait bien être dispensé de certaines directives européennes comme, par exemple, celle qui limite, bien que très timidement, les bonus des banquiers. Surtout, il souhaiterait ne pas avoir à appliquer celles portant sur la législation du travail. Car dans un pays où celle-ci est réduite à sa plus simple expression, même des directives très limitées, comme celle sur la durée du travail ou sur le travail intérimaire, ont introduit des contraintes pour le patronat là où il n'en avait auparavant aucune.

Cela étant, la bourgeoisie britannique a depuis longtemps déterminé où se trouvait son intérêt. Et, directives ou pas, elle tient avant tout à rester dans



l'Union. Après tout, une étude récente du CBI, l'équivalent britannique du Medef, estime que l'appartenance à l'UE représente un avantage de près de 110 milliards d'euros pour l'économie britannique, c'est-à-dire essentiellement pour les entreprises, évidemment.

À peine les élections passées, les milieux d'affaires ont donc accentué la pression sur Cameron, d'une part pour qu'il se prononce plus clairement en faveur du maintien dans l'Union et d'autre part pour que, puisqu'il paraît politiquement impossible d'annuler le référendum prévu, sa date soit avancée d'un an.

C'est ainsi que le 20 mai, lors du banquet annuel du CBI, son président, Sir Mike Rake, par ailleurs président du groupe de télécommunications British Telecom et vice-président de la banque Barclays, a déclaré à l'assistance : *« Le monde des affaires s'est exprimé de plus en plus clairement sur cette question décisive [en faveur de l'appartenance à l'Union] et le moment est venu de faire monter le son. »*

Pour le capital britannique, la question de l'appartenance à l'Union, qui est par ailleurs la destination de près de la moitié de ses exportations en biens et services, est avant tout une affaire de rapport de force. Comme l'expliquait Katja Hall, directrice générale adjointe du CBI, dans une interview au quotidien *The Guardian*, en cas de sortie de l'UE : *« Il nous serait sans doute possible de négocier des accords commerciaux avec le reste du monde ; mais ne serait-ce que pour en revenir à la situation actuelle, il nous faudrait négocier un accord particulier avec plus de 50 pays ; et, pour ce faire, nous ne pourrions nous prévaloir que d'un marché de 60 millions d'habitants, et non d'un marché de 500 millions. »*

Du coup, en l'espace de moins de deux mois, Cameron a abandonné ses oripeaux d'euro-

sceptique pour se muer en chef du parti du « oui » au maintien dans l'UE. Bien sûr, il continue à dire que l'Union doit être « réformée ». Mais il n'est plus question maintenant de conditions. Quoi qu'il arrive, ses conseillers politiques trouveront quelque chose à monter en épingle qu'il pourra faire passer pour la concession promise de Bruxelles, justifiant le « oui » au référendum.

### LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS PRIS COMME BOUCS ÉMISSAIRES

Ce virage à 180 degrés, même s'il était entièrement prévisible de la part d'un politicien responsable vis-à-vis des intérêts de la bourgeoisie comme Cameron, n'en est pas moins délicat à négocier. Car les partisans de la sortie de l'Union sont non seulement nombreux parmi les dignitaires et élus conservateurs, mais ils sont également bien représentés au sein même du gouvernement, en particulier en la personne du ministre des Affaires sociales, Iain Duncan-Smith qui, dans les années 1990, avait été le principal porte-parole de l'aile eurosceptique du parti conservateur.

Mais Cameron avait anticipé ce problème bien avant les élections. Au cours de l'année précédant l'élection du 7 mai, il avait multiplié les attaques contre les ressortissants de l'UE vivant en Grande-Bretagne, et plus particulièrement, évidemment, contre les travailleurs immigrés européens. Ceux-ci furent accusés de grever les budgets sociaux. On les accusa de venir en Grande-Bretagne pour y faire du tourisme social, sans doute pour bénéficier de la vie princière dont bénéficient les chômeurs et les bas salaires en Grande-Bretagne, grâce à son luxueux système d'allocations sociales ? On les accusa aussi de faire du tourisme de santé, comme si le chaos bureaucratique et les files d'attentes inter-

minables des hôpitaux britanniques risquaient d'attirer les malades européens !

Et peu importait si cette démagogie révoltante ne reposait que sur du vent. Les statistiques officielles montraient pourtant que la proportion de chômeurs et de bénéficiaires d'allocations sociales ou de soins du système de Santé publique était plus faible parmi les travailleurs immigrés européens que parmi les travailleurs de souche. Une estimation faite par de respectables universitaires de University College London montra même que les travailleurs immigrés européens payaient près de 30 milliards d'euros de plus en impôts à l'État qu'ils n'en recevaient sous forme de services ou d'allocations. Mais cela n'empêcha pas Cameron d'introduire une série de restrictions supplémentaires aux droits sociaux des travailleurs originaires de l'Union.

En procédant de la sorte, Cameron faisait en fait d'une pierre deux coups. En même temps qu'il flattait les préjugés xénophobes et antieuropéens de l'électorat visé par UKIP, il s'assurait du soutien des eurosceptiques de son parti en leur montrant qu'il était prêt à appliquer de telles mesures avec ou sans l'accord de l'Union. En même temps et sur le même registre, il préparait un autre os qu'il pourrait jeter en pâture auxdits eurosceptiques pour les pacifier après son changement de cap post-électoral sur le référendum, à savoir une nouvelle loi sur l'immigration (la deuxième en deux ans!).

Si elle voit effectivement le jour, cette loi marquera un tour de vis bien plus brutal encore à l'encontre de tous les immigrés, européens ou pas. Pour ce qu'on en connaît pour l'instant, elle prévoirait en effet, pour ce qui est des travailleurs européens, de leur refuser tout accès au système de chômage. Pour bénéficier de la couverture médicale

et des autres allocations-chômage destinées aux travailleurs ayant un emploi (principalement allocations familiales et allocation logement), il leur faudrait avoir résidé un minimum de quatre ans dans le pays. Pour les travailleurs non européens, toute tâche rémunérée effectuée par un travailleur dépourvu de permis de travail, deviendrait un acte criminel. À ce titre, les salaires versés à ces travailleurs pourraient leur être confisqués, au même titre, par exemple, que les recettes d'un trafic de drogue. Pour parachever le tout, le personnel hospitalier, les médecins, les personnels municipaux et ceux des services d'aide sociale, les propriétaires, etc. seraient légalement tenus de se transformer en auxiliaires de la police des frontières, d'inspecter les papiers de leurs patients, administrés et locataires, et de les dénoncer aux autorités s'ils sont en situation irrégulière !

### L'OFFENSIVE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE SE POURSUIT

Il y a d'autres questions sur lesquelles Cameron peut trouver un terrain d'entente avec la droite de son parti, sans que cela remette en cause quoi que ce soit de fondamental dans sa politique.

Tout d'abord, il y a la poursuite de la politique d'austérité menée depuis cinq ans qui, si elle n'a ni fait sortir l'économie de la crise ni même vraiment diminué les déficits publics, n'en a pas moins fort bien réussi à la bourgeoisie. Sur cette politique, les factions conservatrices rivales s'accordent parfaitement, puisqu'il s'agit de faire payer la crise financière aux plus pauvres. Quant à l'objectif il a été fixé, il y a longtemps, par le ministre des Finances George Osborne, sans que cela porte à la moindre controverse : faire en sorte que le montant annuel des allocations sociales versées en

2020 ait baissé de 17 milliards d'euros par rapport à 2015.

Comment ces économies seront-elles réalisées ? Nul ne le sait vraiment. Mais, parmi les mesures déjà annoncées, l'une viserait à pénaliser financièrement, par des retraits sur leurs allocations sociales, les foyers à bas revenus que l'on accuserait de « *ne pas faire les efforts nécessaires pour augmenter leur revenu* » (par exemple en refusant des heures supplémentaires ou en ne recherchant pas un deuxième emploi pour les temps partiels). Autrement dit, cela reviendrait à une baisse des allocations sociales aux plus bas salaires qui serait déguisée en sanction !

En tout cas, c'est le 8 juillet qu'Osborne doit annoncer, à l'occasion d'un « collectif budgétaire d'urgence », qui devra faire les frais de sa politique, et comment. Le fait d'attendre le mois de juillet, peu propice aux grandes mobilisations de rue, n'est sans doute pas dû au hasard et ne dit rien de bon.

Une autre mesure antiouvrière annoncée, tout aussi provocante dans son contenu et qui a dû remplir d'aise la droite conservatrice, porte sur de nouvelles restrictions au droit de grève, pourtant déjà régi par une législation cauchemardesque.

Dans l'état actuel de la loi, une grève n'est « légale », c'est-à-dire que les organisations syndicales qui y appellent ne peuvent faire l'objet d'aucune poursuite et leurs membres ne peuvent être licenciés individuellement pour fait de grève sans indemnité, qu'à condition de suivre la procédure suivante : le syndicat doit d'abord se soumettre à l'arbitrage d'un organisme spécialisé appelé ACAS ; si aucun accord n'est trouvé, le syndicat doit proposer divers modes d'actions à ses membres ; cela doit se faire obligatoirement par un vote postal, organisé par un autre organisme spécialisé ; si une majorité simple se

prononce, par exemple, pour la grève, le syndicat a la faculté d'appeler à la grève dans un délai « raisonnable » sous réserve de donner un préavis de sept jours à l'employeur.

Après qu'elles eurent été adoptées, dans les années 1980, ces lois antigrève ont rarement été utilisées par les autorités ou le patronat pour s'opposer à des grèves. Le plus souvent elles ont servi au contraire aux leaders syndicaux, comme prétexte à leur inaction devant les travailleurs. Cela n'empêchait d'ailleurs pas les mouvements de grève sauvage, tout au moins au début. Puis, de plus en plus, cette procédure de vote postal pour l'action est devenue non plus un moyen de préparer une quelconque action, mais un moyen pour les négociateurs syndicaux de renforcer leur main autour du tapis vert. Les votes sur la grève ont continué, bien que de moins en moins nombreux, mais de plus en plus souvent les syndicats ne se servaient jamais du mandat qui leur était donné pour organiser la grève. Peu à peu les travailleurs ont vu de moins en moins d'intérêt dans ces votes et comme, le plus souvent, il n'y avait pas de militants dans les ateliers pour leur en rappeler l'enjeu, la participation à ces votes s'est mise à dégringoler.

La nouvelle loi que Cameron aurait dans ses cartons vise à tirer le parti maximum de cette situation. Elle entraînerait l'annulation automatique d'un vote postal où le taux de participation serait inférieur à 50 %. Qui plus est, s'agissant de services dits vitaux (santé, transport, pompiers, etc.), tout vote postal pour la grève serait illégal à moins qu'au moins 40 % des votants potentiels se soient prononcés pour la grève.

Cameron ne manque ni de cynisme ni de culot, pour oser proposer une telle loi alors que son propre parti n'a lui-même obtenu les suffrages que de 24 % des

électeurs inscrits. Ensuite, il faut ajouter que, dans les faits, une telle législation aurait entraîné l'annulation de la plupart des votes pour la grève de ces dernières années et que, dans l'état actuel des choses, elle rendrait illégale pratiquement toute grève dans les secteurs vitaux. Et sans doute est-ce bien l'objectif poursuivi par Cameron.

Mais comme un ancien chef conciliateur d'ACAS le notait, *« S'il devient trop difficile de faire grève de façon légale, dans le cadre syndical, ce que vous aurez ce sont des grèves illégales, hors de leur contrôle. »* C'est là, effectivement, ce que l'on peut souhaiter de mieux, qu'à force de tirer sur la corde, Cameron finisse par la casser et libérer

toute l'énergie d'une classe ouvrière qui en a par-dessus la tête de servir de vache-à-lait au capital. Et ce jour-là, il faut souhaiter également que travailleurs immigrés et britanniques se retrouvent au coude-à-coude face à ceux qui ont déployé tant d'efforts à tenter de les dresser les uns contre les autres.

22 juin 2015



**Manifestation contre l'austérité le 20 juin 2015 dans la City de Londres.**





qu'aujourd'hui les boat people qui, poussés par le désespoir, traversent le détroit de Bab el Mandeb, ne viennent pas d'Afrique : ce sont des Yéménites cherchant à gagner Djibouti ou la Somalie, qui n'ont pourtant rien à leur offrir.

Comme si le Yémen, déchiré depuis un demi-siècle par une multitude de conflits armés, sans parler des drones américains dont il est devenu la cible au nom de la « guerre contre le terrorisme », et qui est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du Moyen-Orient, avait besoin de plus de destructions, alors qu'il manque de tout !

### UNE UNIFICATION DIFFICILE ET PRÉCAIRE

Le Yémen est un pays relativement récent, né de l'unification, en 1990, de la République arabe du Yémen et de la République démocratique populaire du Yémen, au terme d'un processus marqué par une série de conflits armés.

La République arabe du Yémen (au nord) avait pris définitivement sa forme de république en 1970, au terme d'une guerre civile de huit ans qui avait fait 200 000 morts, entre d'une part un camp républicain appuyé par l'armée égyptienne et des armes soviétiques, et de l'autre un camp royaliste appuyé par l'armée saoudienne et des armes britanniques. En 1978, le président Ali Abdallah Saleh et son parti, le Congrès général du peuple, s'étaient installés au pouvoir, instaurant une dictature kleptocrate étroitement dépendante des armes et des subsides saoudiens.

Quant à la République démocratique populaire du Yémen (au sud), elle avait été formée en 1967, après l'abandon par les Britanniques de leur protectorat d'Aden, à la suite du développement d'une guérilla nationaliste. Le pays avait en-

suite vécu sous un régime qui se disait marxiste-léniniste et s'était tourné vers le bloc soviétique et la Chine pour obtenir l'aide économique que l'impérialisme ne lui aurait accordée qu'en échange de contreparties intolérables. Bien que socialement moins arriéré à bien des égards que son voisin du nord, ce pays n'en était pas moins une dictature, dirigée par le Parti socialiste du Yémen.

Les deux pays s'étaient livrés deux guerres, en 1972 et en 1979, avant de conclure un accord d'unification, en mai 1990, qui n'avait pas réglé les tensions passées. Le nouveau régime, basé sur l'ancien appareil d'État du nord, sous la houlette du président Saleh, n'avait guère fait de place aux anciens dignitaires du sud, ni même réussi à fusionner les armées des deux pays.

Trois ans après l'unification, le Yémen implosa et une République démocratique populaire fut de nouveau proclamée au sud. Des combats acharnés s'ensuivirent, dans lesquels l'Arabie saoudite intervint en sous-main en envoyant des milices salafistes combattre dans le camp de Saleh. Finalement, la sécession sudiste fut écrasée en 1994 et Saleh conserva le pouvoir pour lui seul.

Les représailles furent brutales. Une centaine de militants du Parti socialiste du Yémen furent assassinés par des miliciens salafistes et les dirigeants de ce parti furent condamnés à mort par contumace. Et, pour satisfaire ses alliés du parti Islah (équivalent yéménite des Frères musulmans, alors financé par l'Arabie saoudite), Saleh s'attaqua aux droits des femmes hérités de l'époque précédant l'unification, interdisant par exemple la mixité dans l'enseignement et supprimant l'âge minimum de mariage pour les femmes. Enfin, Saleh purgea l'armée et l'appareil d'État, en remplaçant de nombreux sudistes par des nordistes choisis parmi ses fi-

dèles et parmi les protégés du parti Islah. Du fait du taux de chômage de 40 %, nombre de ceux qui furent ainsi purgés ne retrouvèrent jamais d'emploi régulier. Vinrent ensuite une série de mesures visant à privatiser les industries étatiques et les fermes collectives du sud, dont beaucoup furent bradées pour une bouchée de pain à des amis du régime, tandis que les services publics, déjà bien insuffisants, étaient laissés à l'abandon.

Ces mesures visant à enraciner le pouvoir de Saleh et de sa clique dans le sud ne firent que susciter l'émergence d'un courant séparatiste important, connu sous le nom populaire de *al-Hirak* (le mouvement), dont la principale composante, le Mouvement du Sud, devait être à l'origine de bien des mobilisations populaires.

### LE RÉGIME DE SALEH RENVERSÉ... DANS LA CONTINUITÉ

C'est ce Mouvement du Sud qui prit l'initiative de la première vague de manifestations contre la corruption du régime, en juillet-août 2007, manifestations qui furent brutalement réprimées.

Les manifestations reprirent à l'époque de ce que l'on a appelé le « printemps arabe », en 2011. Mais cette fois, elles partirent de la capitale Sanaa, le 27 janvier, pour gagner ensuite Aden et les villes du sud. Malgré l'état d'urgence, elles se poursuivirent pendant tout le mois de mars puis d'avril, sous le feu de policiers tirant sur les manifestants du haut des toits. Mais dès le mois de mars, sentant le vent tourner, et sans doute sous l'influence de Washington et de Riyad, plusieurs ministres et surtout l'homme fort de l'armée, le major-général Ali Mohsen al-Ahmar, avaient déclaré leur soutien aux manifestants.

À ce stade, Saleh conservait encore des troupes fidèles dans l'armée, mais il était très affaibli. En mai, al-Ahmar annonçait à la presse la dissidence de 7 000 soldats de la Garde républicaine, unité d'élite jusque-là considérée comme un pilier du régime. Les mois suivants virent les affrontements se multiplier entre unités de l'armée et, en novembre, des manifestants réussirent à s'emparer d'une caserne et de son armement sans rencontrer d'opposition de la part des soldats.

C'en était trop, tant pour la bourgeoisie yéménite que pour l'Arabie saoudite et les États-Unis, pour qui le risque de voir l'appareil d'État implorer, à un moment où la population était mobilisée, était inacceptable. La machine diplomatique de l'impérialisme se mit en branle et, peu après, le Conseil de sécurité des Nations unies passa une résolution condamnant la

violence au Yémen et appelant à un changement de régime.

En fait, cela faisait déjà longtemps que des tractations étaient en cours dans les coulisses et, le 23 novembre 2011, lors d'une cérémonie à Riyad à laquelle avaient été invités tous les souverains-dictateurs du monde arabe et les diplomates occidentaux, mais aucune des organisations yéménites intéressées, Saleh signa avec un large sourire un « plan de transition démocratique ».

Saleh avait certes toutes les raisons de sourire. Il obtenait l'immunité concernant des faits ayant eu lieu durant sa présidence. Lui et sa famille pouvaient conserver le produit de 33 années de rapines (estimé depuis par l'ONU à plus de 55 milliards d'euros). Il restait à la tête de son parti qui détenait toujours une majorité au Parlement yéménite, obtenue lors d'élections datant de 2003. En-

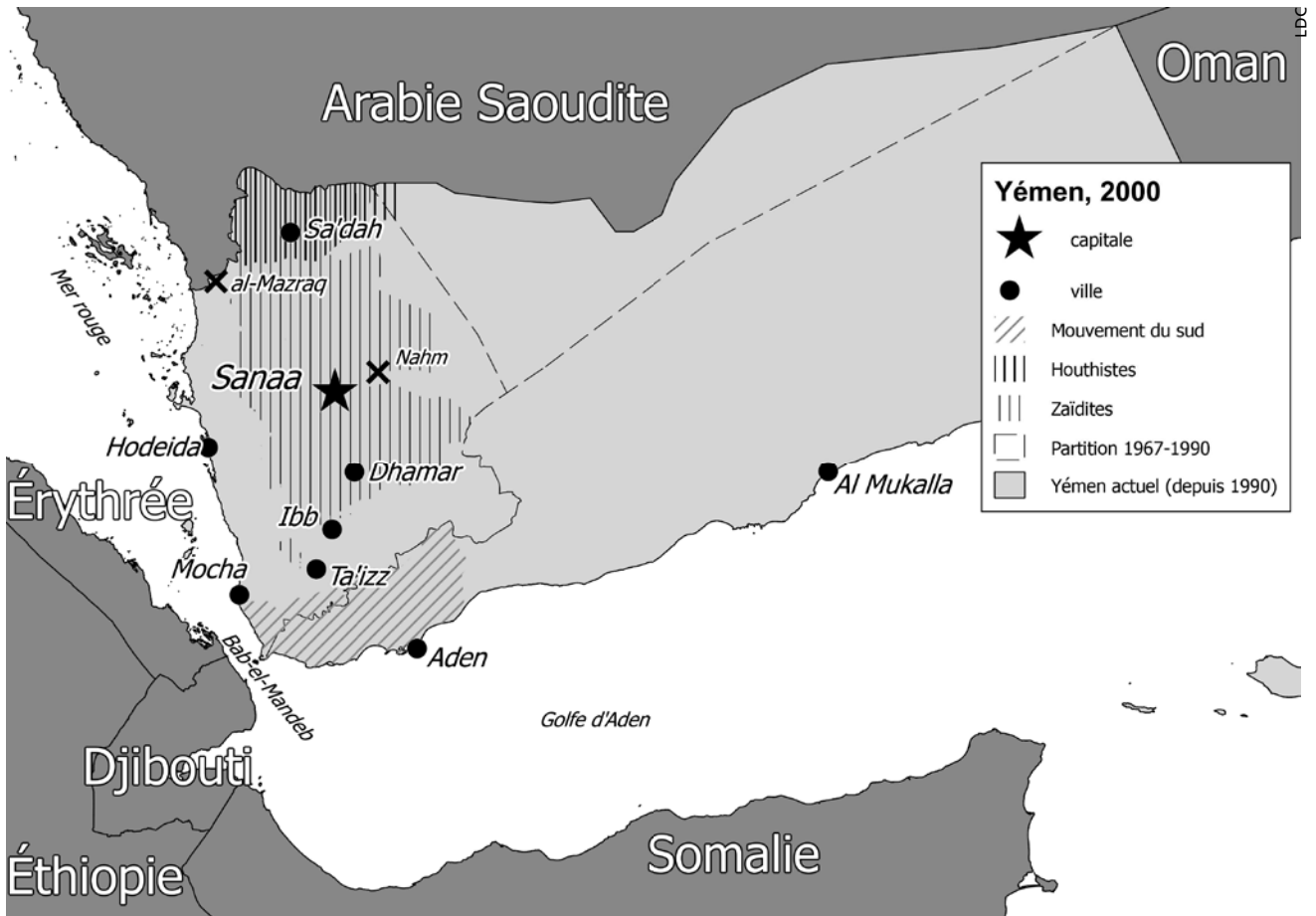
fin, son successeur désigné était son vice-président, Abd Rabbo Mansour Hadi, qui devait être élu dans une élection présidentielle où il serait le seul candidat.

Saleh s'en tirait avec tous les honneurs, la tête du régime changeait, mais pas le régime lui-même.

Quant à l'armée, elle resta aussi divisée qu'instable. Les deux tentatives que fit Hadi par la suite pour la doter d'un commandement unique, en destituant quelques-uns des hommes forts du clan Saleh, ne firent que rallonger la liste des officiers supérieurs d'active susceptibles de se joindre à une future dissidence.

#### AUX ORIGINES DE LA RÉBELLION HOUTHISTE

C'est sur ce fond de corruption, de désagrégation de l'appareil d'État, de conflits armés





et d'interventions étrangères, saoudiennes en particulier, que s'est développée la rébellion houthiste. Le mouvement houthiste est apparu au début des années 2000, au sein de la minorité chiite yéménite, le long de la frontière avec l'Arabie saoudite. Le régime de Saleh s'était aliéné cette minorité par sa corruption, ses exactions et les impôts arbitraires qu'il imposait à la population rurale pauvre. Le mouvement houthiste donna une expression politico-religieuse à cette aliénation. Ce qui le transforma en rébellion armée, ce fut d'abord les tentatives d'ingérence du régime saoudien sur son territoire traditionnel, puis la répression dont il fut l'objet de la part du régime de Saleh.

Pourquoi ces ingérences saoudiennes ? C'est que non seulement la frontière yéméno-saoudienne, héritée des rapports de force passés entre les grandes puissances, était artificielle, mais, jusqu'à une date récente, elle avait été mal définie. De part et d'autre vivaient des populations liées par des liens historiques et par leur appartenance commune à la même secte zaïdite du chiisme. Or, pour les dirigeants de la théocratie sunnite de Riyad, la minorité chiite saoudienne (25 % de la population) était un foyer potentiel d'opposition. Ils pouvaient la réprimer et ils ne s'en privaient pas. Mais ils n'avaient pas les mêmes possibilités à l'encontre de la minorité chiite yéménite (35 % de la population) ni les moyens de se prémunir contre une menace de contagion d'un pays à l'autre.

C'est pour anticiper une telle menace qu'au début des années 2000 l'Arabie saoudite envoya des prêcheurs salafistes ouvrir des écoles au nord du Yémen, afin de convertir les jeunes chiites. Cela eut pour effet de transformer le mouvement houthiste en une rébellion ouverte. À ce stade, néanmoins,

elle n'avait qu'un caractère défensif, cherchant à se protéger contre de telles ingérences.

Par la suite, il n'y eut pas moins de six offensives en règle de l'armée yéménite contre les territoires dont les milices houthistes avaient pris le contrôle. À plusieurs reprises, l'Arabie saoudite apporta, plus ou moins ouvertement, une aide militaire. En particulier, lors de l'offensive de 2009 qui dura trois mois, l'aviation saoudienne bombardait des villages chiites, où l'ONG Human Rights Watch retrouva des restes de bombes à fragmentation de fabrication américaine.

Puis vint le « printemps arabe ». Les houthistes appelèrent à participer au mouvement de protestation pour exiger le départ de Saleh. À un moment où l'armée était devenue peu sûre, Saleh eut recours à des miliciens salafistes du parti Islah, dont certains furent capturés au moment où ils allaient commettre des attentats suicides dans des localités contrôlées par les houthistes.

#### LES HOUTHISTES, DE LA DÉFENSIVE À L'OFFENSIVE

En 2012-2013, il y eut une trêve dans les combats, alors que se déroulait une conférence de dialogue national destinée à trouver un règlement politique, conférence à laquelle quelques représentants de la rébellion houthiste et du Mouvement du Sud avaient été invités. Le cessez-le-feu tint pendant les quelque dix mois que dura la conférence, et ceci bien qu'entre-temps l'Arabie saoudite ait profité de la situation pour relancer ses campagnes de conversion dans le nord du pays et entrepris la construction d'une barrière électrifiée sur les 1500 km de sa frontière avec le Yémen.

Lorsque la conférence rendit ses conclusions, en janvier 2014,

ce fut pour proposer une Constitution fédérale qui mécontentait tout le monde. Car non seulement le président Hadi en avait profité pour prolonger son mandat d'un an, alors qu'il n'avait toujours pas été élu, mais en plus elle instituait une division du pays en six provinces plus ou moins autonomes qui ne répondaient ni aux revendications des houthistes, ni à celles des séparatistes du sud, dont les territoires auraient été divisés. Sur tout, le projet de Constitution ne faisait rien pour mettre fin à la corruption et au clientélisme du régime. Des manifestations de protestation eurent lieu dans les grandes villes. Pendant deux mois, elles se poursuivirent dans le sud, sur des mots d'ordre séparatistes, tandis que des groupes armés se réclamant du Mouvement du Sud s'attaquaient à des unités de l'armée.

Puis, en août, il y eut deux semaines de manifestations dans les villes du nord, cette fois contre une augmentation de prix des combustibles, manifestations auxquelles les houthistes participèrent en force. Le président Hadi finit par annuler l'augmentation. Mais il en profita pour dissoudre le gouvernement et s'arroger « temporairement » les pleins pouvoirs toujours les bonnes vieilles méthodes de Saleh !

Ce fut en réponse à cette provocation que les houthistes passèrent de la défensive à l'offensive. Mais tout indique qu'ils ne le firent pas sans de puissants appuis dans l'armée. La plupart des témoignages notèrent qu'en septembre dernier leurs milices avaient occupé la capitale Sanaa sans rencontrer de résistance, malgré sa garnison importante, dont, en particulier, plusieurs unités d'élite de la Garde républicaine. D'autres informations ultérieures allèrent dans le même sens, en rapportant l'intervention d'avions militaires appuyant les houthistes contre l'armée régulière.

Les divisions au sein de l'armée indiquent que les dirigeants impérialistes ont échoué dans leur tentative d'arrêter la désagrégation de l'appareil d'État à l'époque du « printemps arabe ». Et sans doute a-t-elle été aggravée depuis, tant par les purges successives opérées par Hadi sur l'avis de ses conseillers américains et saoudiens que par le projet de Constitution fédérale, dans lequel certains officiers supérieurs ne voient qu'une concession inacceptable aux forces centrifuges régionalistes. En tout cas, en imposant en 2011 un règlement politique qui n'était qu'un emplâtre destiné à masquer la continuité du régime, les dirigeants impérialistes n'auront, en définitive, rien réglé.

#### LA MAIN DE L'IRAN OU CELLE DE L'IMPÉRIALISME ?

Les gouvernements occidentaux et leurs médias n'ont pas manqué de présenter la rébellion houthiste comme un instrument du régime iranien. Sans doute les autorités yéménites et saoudiennes ont-elles accusé les houthistes d'être armés et entraînés par l'Iran, mais sans jamais apporter la preuve de leurs allégations. D'ailleurs, les autorités américaines elles-mêmes ne semblent pas si convaincues de leur véracité, à en juger par une série de câbles diplomatiques publiés par Wikileaks. Ainsi, dans un câble de 2007, on peut lire ce commentaire : « *Les liens culturels et religieux entre les Houthis et l'Iran et la façon dont Téhéran interfère dans les affaires des pays de la région semblent suffire à convaincre [...] Saleh [...] que la main de l'Iran est derrière la phase actuelle de*

*l'insurrection houthiste. Notre ambassade n'est néanmoins pas prête à faire d'une telle estimation un article de foi, sur la base des informations qui lui ont été fournies.* » Un autre câble, daté de novembre 2009, renchérit sur le même thème : « *Le gouvernement yéménite ne nous a toujours pas fourni la preuve que les Iraniens font parvenir des armes de contrebande aux houthistes, dans la mesure où le bateau qu'il avait fait saisir était apparemment vide.* »

Mais surtout, on voit mal quel serait l'intérêt du régime iranien à jouer les fauteurs de troubles au Moyen-Orient en apportant un soutien militaire aux houthistes. Pour mettre en difficulté son rival saoudien ? Cela aurait pu se concevoir dans une autre période, mais pas à un moment où, au contraire, Téhéran s'efforce de normaliser ses relations avec Washington et de démontrer son utilité à l'ordre impérialiste régional en contribuant à son rétablissement en Irak.

En revanche, le rôle de l'impérialisme dans la situation au Yémen est plus qu'ambigu. Il paraît évident que l'Arabie saoudite, ce pilier de la politique américaine au Moyen-Orient, n'aurait pas monté une telle opération contre le Yémen, ni massé 150 000 soldats à sa frontière, sans en référer au préalable à Washington. Comme pour souligner cet accord implicite, l'opération avait été annoncée lors d'une conférence de presse à Washington par l'ambassadeur d'Arabie saoudite aux États-Unis. Même son nom de code était tout un symbole : Tempête décisive, allusion transparente à l'opération Tempête du désert que les États-Unis avaient menée contre l'Irak, lors de la

première guerre du Golfe.

De son côté, Obama s'est bien gardé de s'insurger contre cette ingérence flagrante dans les affaires intérieures du Yémen. Au contraire, il a tenu à faire savoir qu'il avait autorisé l'armée américaine à fournir son aide à l'Arabie saoudite en matière de logistique et de renseignement. Il est vrai que, indépendamment des dangers politiques que les dirigeants américains peuvent voir dans la rébellion houthiste, c'était aussi l'occasion pour Obama de rassurer les dirigeants saoudiens quant à leurs relations privilégiées avec Washington, malgré la normalisation probable des relations américano-iraniennes.

Quant aux impérialismes mineurs, ils se sont précipités à la suite d'Obama. C'est ainsi que Laurent Fabius, en visite officielle à Riyad le 12 avril, aurait expliqué, selon *Le Monde* : « *Pour les dirigeants français, l'opération saoudienne au Yémen est légitime ; ils l'interprètent comme un signal envoyé à l'Iran afin de ramener tout le monde à la table des négociations.* » Quant au Premier ministre britannique David Cameron, tout en affirmant son soutien aux opérations de bombardement, il a tenu à ajouter que leur but devait être de « *rétablir la stabilité dans le pays* ».

Comme si chacune des bombes saoudiennes sur le Yémen, tout comme chacune des bombes françaises, américaines ou britanniques sur l'Irak, n'était pas un facteur de déstabilisation pour ces pays et pour la région qui les entoure, en même temps qu'une cause de souffrances et de misère pour les populations !

20 juin 2015



## Il y a 120 ans, quand la CGT était révolutionnaire

**La Confédération générale du travail (CGT) fête l'anniversaire de sa fondation, il y a 120 ans, en septembre 1895, au congrès de Limoges. Alors que régulièrement des campagnes contre les syndicats sont relayées par les médias, où des experts autoproclamés viennent doctement expliquer que les syndicats seraient néfastes ou archaïques, il est bon de rappeler le passé de cette organisation ouvrière.**

**M**ême si la CGT garde des traces importantes de son passé, elle est devenue une organisation largement intégrée à la société capitaliste. Ses sommets sont depuis longtemps passés sous l'influence directe de la bourgeoisie, ne serait-ce qu'au travers des nombreux organismes étatiques paritaires qui mélangent responsables syndicaux et patronaux. Aujourd'hui, la politique mise en avant par la direction de la CGT ne prétend même plus défendre les intérêts généraux des travailleurs... mais ceux de «l'industrie française». Alors quand les dirigeants de la CGT fêtent les 120 ans de l'organisation syndicale, ils font référence à un passé avec lequel ils n'ont plus rien à voir.

Mais à la base, de génération en génération, la CGT n'a quasiment jamais cessé d'attirer des travailleurs parmi les plus combatifs et les plus conscients de l'opposition fondamentale entre leurs intérêts collectifs et ceux du patronat. Avec tous ceux qui se sentent dans le camp des exploités, quelle que soit leur appartenance syndicale actuelle, ils ont des raisons de chercher à connaître le passé de la CGT car il est riche en expériences. Il y a bien des choses à apprendre de ce syndicalisme révolutionnaire auquel se référaient les premiers dirigeants de la CGT. Un syndicalisme qui sut représenter les intérêts généraux et, jusqu'à un certain

point, les intérêts politiques des travailleurs.

### LE MOUVEMENT OUVRIER À LA VEILLE DE LA FONDATION DE LA CGT

Les militants ouvriers qui ont construit la CGT ne partaient pas de rien. Ils avaient déjà eux-mêmes en héritage un long passé de luttes ouvrières en France, en Europe et aux États-Unis : les révoltes des canuts lyonnais en 1831 et 1834 ; le mouvement chartiste en Grande-Bretagne ; le soulèvement des travailleurs parisiens en juin 1848 ; le développement des trade-unions anglais ; la Commune de Paris en 1871 ; l'essor fulgurant du mouvement ouvrier socialiste allemand et les luttes du jeune prolétariat américain pour la journée de huit heures, qui furent à l'origine de la journée internationale du Premier mai.

Et en France, en cette fin du 19<sup>e</sup> siècle, après la féroce répression qui suivit la Commune, le mouvement ouvrier progressait à nouveau. Des syndicats naissaient dans toutes les branches, au fur et à mesure du développement industriel : dans la métallurgie, le textile, le bâtiment, les mines, le chemin de fer... Et à une échelle locale, les travailleurs avaient commencé à constituer tout un réseau de bourses du travail. La CGT fut un des fruits de tout ce renouveau.

Les syndicats des différentes corporations s'étaient regroupés dans une Fédération nationale des syndicats en 1886. Celle-ci était dirigée par des militants socialistes et révolutionnaires dont une majorité se revendiquait du marxisme et appartenait au Parti ouvrier de Jules Guesde et Paul Lafargue. Ils étaient notamment très implantés dans les entreprises du textile du Nord, dans les «bagnes capitalistes» comme on les appelait. Cette région ouvrière, entre autres, fut d'ailleurs parmi les premières du pays à élire des maires et des députés socialistes, à l'occasion de campagnes électorales qui étaient de vastes mobilisations et furent des étapes cruciales dans la construction du Parti ouvrier.

En parallèle, un autre mouvement était apparu, celui des bourses du travail et des maisons du peuple. Au départ, les bourses du travail avaient été mises en place en accord avec les pouvoirs publics pour répondre aux besoins concrets des travailleurs de se renseigner sur les emplois disponibles, le niveau des salaires, obtenir un secours financier face au chômage. La première, celle de Paris, fut créée en 1887. Mais très rapidement, elles devinrent des foyers d'organisation et de propagande révolutionnaire. Elles furent parfois fermées d'autorité par le pouvoir. Les militants les remplaçaient alors



par leurs propres maisons du peuple, qu'ils se retrouvaient à construire parfois eux-mêmes. Les bourses du travail étaient une organisation de la classe ouvrière qui dépassait le cadre des corporations et des métiers, et intégrait au mouvement tous ceux qui travaillaient dans des petits ateliers, voire des artisans. En 1892, une Fédération des bourses du travail fut constituée. Fernand Pelloutier, qui en devint le secrétaire en 1895, était l'âme de cette organisation ouvrière.

Pelloutier avait adhéré au Parti ouvrier. Mais il s'en était écarté. Pour lui, la grève générale était le moyen exclusif de transformation révolutionnaire de la société. Influencé par des conceptions anarchistes, il rejetait la possibilité pour les révolutionnaires de participer aux élections et ne voyait pas comment celles-ci pouvaient être utilisées comme puissant moyen de propagande pour préparer les luttes révolutionnaires elles-mêmes, comme le mouvement socialiste allemand en avait fait la démonstration.

Bien plus tard, Alfred Rosmer, un syndicaliste révolutionnaire de la CGT qui passa au communisme après la Révolution russe de 1917, puis au trotskysme, devait dire de Pelloutier : « *On le verra fréquemment user de la phraséologie verbeuse des anarchistes* » mais « *en fait, son action syndicale, l'ampleur qu'il lui donnait, les nécessités qui surgissaient de la lutte même, l'éloignaient des anarchistes et firent de lui un syndicaliste révolutionnaire.* »

Le mouvement socialiste avait réussi à s'implanter parmi la classe ouvrière, notamment dans le Nord, comme on l'a vu. Mais il était très divisé en différentes tendances. La plus conséquente, se réclamant du marxisme, avait créé le Parti ouvrier. Une autre, importante, faisait référence au révolutionnaire français Auguste Blanqui.

D'autres encore étaient influencées par des conceptions anarchisantes ou communalistes. Cet éparpillement était une faiblesse caractéristique du mouvement ouvrier français.

La plupart des courants socialistes non marxistes avaient des conceptions très confuses sur la manière dont ils pensaient pouvoir renverser le capitalisme, ce qui laissait la porte ouverte à l'opportunisme électoraliste. Et même le courant de Guesde et de Lafargue, pourtant bien plus armé théoriquement, fit preuve de faiblesses politiques importantes, notamment dès qu'il commença à obtenir des succès électoraux. Ainsi, en 1893, le Parti ouvrier se rebaptisa Parti ouvrier français pour ne pas être taxé d'antipatriotisme. Et cela, alors même que Friedrich Engels, ancien compagnon de Karl Marx, mettait en garde les marxistes français contre ce genre d'opportunisme.

En 1896, apparut au sein du mouvement socialiste le courant d'Alexandre Millerand qui allait mener au ministérialisme, c'est-à-dire à la première participation d'un socialiste à un gouvernement. En 1899, ce député allait devenir ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes aux côtés du général Galliffet, massacreur de la Commune. Guesde sut combattre le ministérialisme vigoureusement. Mais, pendant un temps, les dirigeants socialistes furent complaisants avec le courant de Millerand sous prétexte d'attirer « l'élite bourgeoise », comme ils l'avaient eux-mêmes. Cela contribua à la méfiance légitime de militants ouvriers comme Pelloutier. En revanche, ce dernier combattit avec fermeté, et parfois avec des arguments tout à fait justes, les illusions électoralistes : « *La bourgeoisie assistant, les bras croisés, dans le plus grand respect de la légalité, à son expropriation légale ? [...] Le jour où les travailleurs feront mine de toucher à ses pri-*

*vilèges économiques, il n'y aura pas de loi qu'elle ne viole, de suffrage qu'elle ne fausse, de prisons qu'elle n'ouvre, de proscription qu'elle n'organise, de fusillades qu'elle ne prépare.* »

Pelloutier était un organisateur hors pair du mouvement ouvrier, regroupant les militants par-delà leurs corporations, cherchant même à toucher les ouvriers agricoles en s'appuyant sur les artisans des villages. À ses yeux, les bourses du travail devaient servir à l'émancipation des travailleurs. Dans un discours de 1896, il déclarait : « *Ce qu'il manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude ; c'est de pouvoir discerner contre qui doivent être dirigés ses coups.* » Les bourses du travail furent de véritables écoles de la lutte de classe. Des générations de militants y participèrent, contribuant à enraciner dans la conscience de centaines de milliers d'ouvriers l'idée fondamentale que les exploités représentaient un camp à part et qu'ils avaient leurs intérêts communs à défendre par-delà les spécificités de leurs différentes branches. « *La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, disait-il, est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre*



**Fernand Pelloutier (1867-1901),  
secrétaire de la fédération des  
Bourses du travail de 1895 à 1901.**

viaible une société d'hommes fiers et libres.» Même après sa mort, les conceptions de Pelloutier eurent une influence importante sur les syndicalistes révolutionnaires de la CGT.

## DU CONGRÈS DE LIMOGES (1895) À CELUI DE MONTPELLIER (1902)

L'initiative du congrès de Limoges de 1895, qui avait pour ambition d'unir les deux fédérations syndicales, la Fédération nationale des syndicats (FNS) et la Fédération des bourses du travail (FBT), vint d'une partie des militants de la FNS qui proposèrent de transformer leur « septième congrès corporatif » en congrès de fondation d'une CGT. Mais la FBT ne répondit que partiellement à l'appel. Seules certaines bourses du travail adhérèrent à cette nouvelle CGT. Pelloutier lui-même resta en dehors de la CGT. Il n'était pas opposé à l'idée d'une unification du mouvement ouvrier. Mais d'une part il craignait de voir la FBT passer sous le contrôle de syndicalistes modérés. Et d'autre part cette première CGT n'était encore qu'un regroupement formel, une juxtaposition d'organismes qui restaient au bout du compte très coupés les uns des autres. Elle n'était pas une réelle organisation unifiée. Il fallait trouver le moyen d'unir le mouvement ouvrier réel, vivant, en plein développement, sans le brider par des cadres arbitraires. La FBT continua d'exister à part entière en dehors de la CGT. Elle représentait d'ailleurs un cadre plus ouvert au développement du mouvement ouvrier, sur une base locale et non corporatiste. Et elle prit de plus en plus d'importance alors que la CGT stagnait. À l'approche du congrès de 1900, une circulaire de la CGT constatait : « *Cinq années nous séparent de sa constitu-*

*tion et il semble qu'elle n'existe pas... ».* Mais tout en continuant de vivre une existence séparée, les deux organisations savaient s'entendre et s'entraider.

Pelloutier avait proposé de simplifier l'organisation de la CGT, en ne réunissant que les organisations centrales : les fédérations de métier ou d'industrie, la Fédération des bourses et les syndicats nationaux. Mais en 1901, il décéda à 33 ans d'une maladie qui le rongea depuis des années. Georges Yvetot le remplaça à la tête de la FBT. La même année, un nouveau secrétaire de la CGT, Victor Griffuelhes, se fit élire sur les bases d'un syndicalisme révolutionnaire proche des conceptions de Pelloutier. Le congrès de Montpellier en 1902 fut alors véritablement celui de l'unification sur les bases suggérées par Pelloutier. Un comité confédéral où se trouvèrent représentés les syndicats de branche et les bourses du travail fut créé et devint ainsi la véritable direction du mouvement syndicaliste révolutionnaire. Victor Griffuelhes en fut le premier dirigeant.

Ouvrier des cuirs et peaux, adhérant dans sa jeunesse du Parti socialiste révolutionnaire (blanquiste), Griffuelhes déclarait contre les réformistes : « *Les réformistes veulent besogner de concert avec les éléments bourgeois et gouvernementaux. Les révolutionnaires veulent besogner contre bourgeois et dirigeants. Ceux-là comptent sur le concours de nos adversaires. Ceux-ci ne comptent que sur eux-mêmes.* »

L'idée que les travailleurs devaient défendre eux-mêmes leurs intérêts collectifs était un des principes de base des syndicalistes révolutionnaires. C'est ce qu'ils appelaient l'action directe de la classe ouvrière. Émile Pouget, militant anarchiste, secrétaire adjoint de la CGT aux côtés de Griffuelhes, la décrivait



**Victor Griffuelhes (1874-1922),  
secrétaire général de la CGT  
de 1901 à 1909.**

ainsi : « *L'action directe, c'est l'affirmation que les travailleurs entendent ne plus compter que sur eux-mêmes, et non sur un Messie extérieur pour améliorer leur condition et marcher à la libération complète.* » Alors que la combativité ouvrière était en pleine croissance, ce principe symbolisa l'indépendance des intérêts de la classe ouvrière face aux différents partis bourgeois. Il représenta même une défiance légitime face aux faiblesses opportunistes du mouvement socialiste, qui ne faisaient que s'aggraver.

En effet, les différents courants socialistes venaient de s'unir en 1905 dans un Parti socialiste unifié. Or, plusieurs députés socialistes dits indépendants refusèrent d'adhérer à ce nouveau parti. Ces politiciens se faisaient élire sous l'étiquette socialiste mais ne voulaient pas être sous le contrôle d'un parti ouvrier et de ses militants. Et moins d'un an plus tard, en 1906, deux de ces députés, Aristide Briand et René Viviani, entrèrent au gouvernement en compagnie de Georges Clemenceau, le nouveau ministre de l'Intérieur que les militants ouvriers de la CGT allaient apprendre à combattre.



**Banderole sur la façade de la Bourse du travail à Paris, annonçant le lancement du mouvement de grève pour la journée de 8 heures à partir du 1<sup>er</sup> mai 1906.**

## LE 1<sup>ER</sup> MAI 1906 ET LA CHARTE D'AMIENS

L'expérience du mouvement ouvrier américain, qui avait organisé la lutte pour la journée de huit heures comme une campagne de propagande de longue haleine, avait marqué les militants ouvriers de tous les pays. C'est en référence à cette lutte que le Premier mai avait été proposé comme journée internationale des travailleurs au congrès de fondation de l'Internationale ouvrière socialiste de 1889, pour rendre concrète l'idée que la classe ouvrière était une classe internationale. Ce jour était dès lors devenu immédiatement une journée de grève et de manifestations dans de nombreux pays pour réclamer la journée de huit heures. En septembre 1904, au congrès de Bourges, la CGT décida de s'inspirer de l'expérience américaine et d'organiser une large campagne sur plus d'un an et demi pour la journée de huit heures afin de préparer une grève générale à partir du 1<sup>er</sup> mai 1906.

Il ne s'agissait pas de se tour-

ner vers le Parlement et encore moins vers le gouvernement. Il s'agissait de tenter d'imposer la journée de huit heures par l'action directe des travailleurs eux-mêmes, en les appelant à appliquer eux-mêmes leur revendication et à quitter les ateliers une fois la journée de huit heures accomplie. Pour les militants de la CGT, cette revendication ne représentait pas seulement une réduction du temps de travail. En permettant une réduction de l'aliénation du travail, elle était une étape sur le chemin de l'émancipation et de la révolution sociale.

Cette campagne se mena dans un contexte de combativité croissante, où les grèves éclataient plus nombreuses et plus radicales. Ces luttes, même si elles n'aboutissaient que partiellement à des victoires, entraînaient l'accroissement de l'organisation et de la conscience de classe des travailleurs. Et c'était l'essentiel dans cette période de tension grandissante avec la bourgeoisie et le gouvernement.

En mars 1906, eut lieu la catastrophe de Courrières, où 1 099

mineurs furent tués. Cela entraîna une grève dans tout le bassin minier du Nord. Le gouvernement répondit aux revendications en envoyant 20 000 soldats contre les grévistes. À la veille du 1<sup>er</sup> mai 1906, Clemenceau présenta le mouvement à venir comme insurrectionnel, et fit arrêter les dirigeants de la CGT, dont Griffuelhes, Pouget et Yvetot. Il envoya 50 000 soldats quadriller Paris. La grève ne fut finalement pas générale, mais elle se poursuivit pendant plusieurs jours dans de nombreuses entreprises, et elle montra la capacité de la CGT à entraîner des centaines de milliers de travailleurs. C'est pourquoi, bien que la journée de huit heures ne fût pas acquise, le crédit de la CGT augmenta. Il fut d'ailleurs d'autant plus renforcé que le gouvernement concéda une loi sur le repos hebdomadaire obligatoire quelques semaines plus tard.

Face aux grèves, le ministre de l'Intérieur Clemenceau, également devenu chef du gouvernement en octobre 1906, mania la carotte et le bâton. D'un côté,



ARC

il créa un ministère du Travail qu'il confia au socialiste Viviani pour tenter d'amadouer certains responsables de la CGT; de l'autre, il réprimait.

Alors, en octobre 1906, au congrès de la CGT à Amiens, la tendance révolutionnaire réaffirma ses conceptions et sa défiance à l'égard des réformistes. À une écrasante majorité (830 pour, 8 contre, 1 nul), un court texte rédigé par Griffuelhes et Pouget, connu sous le nom de Charte d'Amiens, fut voté. Cette

Charte d'Amiens n'opposait pas l'action syndicale à l'action politique, comme le prétendront des décennies plus tard nombre de dirigeants syndicalistes pour justifier leur volonté de réduire la lutte des travailleurs à des revendications tolérables par la bourgeoisie. Elle était une véritable proclamation révolutionnaire:

«[...] Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement

du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. [...]»

Et le nombre d'adhérents de la CGT ne cessait de croître, passant de 100 000 en 1902, à 300 000 en 1906 et 400 000 en 1908.

#### LA MONTÉE DE LA COMBATIVITÉ OUVRIÈRE ET LA LUTTE CONTRE LES RÉFORMISTES

Le bras de fer entre la CGT et le gouvernement Clemenceau atteignit un point culminant à l'été 1908 avec la grève des terrassiers de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges. Sur ces chantiers où les ouvriers extrayaient le sable pour la construction du métro parisien, les journées de travail dépassaient les douze heures et le repos du dimanche n'était pas respecté. Lancée après le 1er mai 1908, la grève dura jusqu'à fin juillet. Après l'assassinat de deux grévistes par la police, une grève générale du bâtiment fut annoncée pour le 30 juillet avec manifestation et meeting. 5 000 personnes vinrent de toute la région parisienne. Provoqués par la police, les manifestants dressèrent des barricades. La répression fit quatre morts et 200 blessés. Le secrétaire de la Fédération des cuirs et peaux, Dret, blessé par balle, dut être amputé d'un bras. Clemenceau fit de nouveau arrêter les principaux dirigeants de la CGT dont Griffuelhes et Pouget.

Au congrès d'octobre 1908 à Marseille, les réformistes profitèrent de l'absence forcée des dirigeants révolutionnaires pour critiquer la politique du comité confédéral. Sorti de prison quelque temps après, ébranlé par ces revers, Griffuelhes démissionna en février 1909 du poste de secrétaire de la CGT. Un réformiste affiché, Louis Niel, fut élu. Mais il ne résista que cinq mois à la pression de la tendance révolutionnaire. C'est Léon Jouhaux, ouvrier allumettier, qui le remplaça. Syndicaliste révolutionnaire à ses débuts, il incarnera en 1914, à l'occasion du déclenchement de la guerre, la trahison des idées du syndicalisme révolutionnaire.

À partir de 1909, sentant confusément la nécessité de préserver leur propre expression face à la pression réformiste, la tendance révolutionnaire de la CGT se regroupa autour d'un hebdomadaire, *La Vie ouvrière*, lancé par Pierre Monatte, l'ancien responsable de l'imprimerie de la CGT. Griffuelhes y collabora. Le journal luttait contre les tendances réformistes voire réactionnaires qui existaient aussi au sein de la CGT. Il défendait l'internationalisme, l'antimilitarisme, l'antipatriotisme ainsi que les intérêts des ouvrières. Par exemple, en 1913, *La Vie*

*ouvrière* prit la défense d'Emma Couriau, une typographe, qui s'était vu refuser l'adhésion au syndicat du Livre, un bastion du réformisme qui n'avait accepté officiellement de syndiquer les femmes que depuis peu. Son mari, syndiqué depuis vingt ans, avait été, lui, exclu du syndicat au prétexte qu'il l'avait laissée prendre le métier d'un homme ! *La Vie ouvrière* réussit à obtenir du comité confédéral qu'une ligue féminine soit constituée dans la CGT.

À l'approche de la guerre, la lutte entre les tendances réformistes et la tendance révolutionnaire devenait de plus en plus intense, au sein de la CGT comme dans tout le mouvement ouvrier et socialiste international.

#### DE L'ANTIMILITARISME À LA FAILLITE D'AOÛT 1914

La CGT avait toujours dénoncé la guerre qui venait. À Amiens, en 1906, une résolution disait : « *Le congrès affirme que la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse. Dans chaque grève, l'armée est pour le patron ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou colonies, la classe*

*ouvrière est dupée et sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise.* » Lors d'une conférence extraordinaire de 1911, en pleine crise diplomatique entre la France et l'Allemagne, la CGT avait déclaré : « *À toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire.* » Elle organisa avec le Parti socialiste et les anarchistes d'énormes meetings contre la guerre en 1911, 1912, et 1913. Et le 16 décembre 1912 une grève générale contre la guerre entraîna 600 000 personnes. La CGT développait aussi depuis des années une propagande antimilitariste et antipatriotique à travers l'organisation du « sou du soldat ». Chaque adhérent mobilisé pour le service militaire recevait un petit soutien de la part du syndicat et surtout de la propagande antimilitariste. Selon un ministre de la Guerre du moment, cette propagande entraînait plusieurs milliers de désertions et d'insoumissions chaque année.

Mais quand la guerre éclata en août 1914, après plusieurs manifestations pacifistes, la CGT et le Parti socialiste cédèrent et participèrent à la propagande nationaliste et guerrière. Gangrenés par le réformisme, le syndicalisme révolutionnaire et les partis socialistes ne résistèrent pas au choc de la guerre. Le 4 août, sur la tombe de Jaurès, assassiné le 31 juillet, Léon Jouhaux déclara : « *Ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand.* » La CGT appelait à l'Union sacrée avec la bourgeoisie qu'elle avait toujours combattue. Quelques heures après, les députés socialistes votaient les crédits de guerre.

Seule une partie du groupe de *La Vie ouvrière* maintint le drapeau de l'internationalisme de la classe ouvrière. Pierre Monatte démissionna du comité



Pierre Monatte (troisième à partir de la gauche), à la sortie de l'imprimerie de la CGT.



confédéral de la CGT. Il fut mobilisé et Alfred Rosmer s'occupa de renouer les liens avec les lecteurs de *La Vie ouvrière*, dénonça la guerre impérialiste mondiale et emboîta le pas aux authentiques révolutionnaires comme Lénine et Trotsky en Russie, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht en Allemagne ou Christian Rakovski dans les Balkans.

### APRÈS 1917, LA LUTTE POUR UN PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

La guerre déboucha sur la plus formidable vague révolutionnaire de l'Histoire. La révolution en Russie en 1917 puis dans de nombreux pays d'Europe scinda en deux le mouvement ouvrier international : les partisans de la Révolution russe et ses adversaires, les révolutionnaires et les réformistes. Les dirigeants socialistes ou de la CGT comme Jouhaux qui avaient collaboré de façon éhontée avec les forces les plus bellicistes s'acharnèrent contre l'influence de la Révolution russe sur les exploités du monde entier.

À l'opposé, Monatte et Rosmer animèrent le Comité de la Troisième internationale qui regroupait les militants issus du Parti socialiste, du syndicalisme révolutionnaire ou de l'anarchisme qui voulaient se tourner vers l'Internationale communiste (IC) créée par les révolutionnaires russes. Le Parti communiste, section française de l'IC (PC-SFIC), fut fondé au congrès de Tours en décembre 1920 en se séparant du Parti socialiste sous la volonté majoritaire de l'aile révolutionnaire qui souhaitait adhérer à l'IC.

En 1921, Trotsky, s'adressant aux syndicalistes révolutionnaires qu'il voulait convaincre d'adhérer au Parti communiste, écrivit à propos de la Charte d'Amiens qui était leur référence : « Il est évident pour tout



Les délégués de la tendance révolutionnaire au congrès de la CGT de 1919. Monatte est au premier rang, au centre.



Alfred Rosmer (deuxième à partir de la gauche), avec Trotsky à Moscou en 1919.

*communiste conscient que le syndicalisme d'avant-guerre était une tendance révolutionnaire et très profonde. La Charte a été pour le mouvement prolétarien de classe un document très précieux, mais la valeur de ce document est historiquement limitée. [...] Tout votre travail antérieur n'a été qu'une préparation à la fondation du parti communiste, à la révolution prolétarienne. Le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre était l'embryon du parti communiste. Retourner à l'embryon serait une monstrueuse régression. Au contraire, la participation active à la formation d'un parti communiste véritable suppose la continuation*

*et le développement des meilleures traditions du syndicalisme français.»*

Comme dans de nombreux autres pays, en France, l'après-guerre vit monter la combativité ouvrière. De grandes grèves eurent lieu dans la métallurgie en 1919 puis chez les cheminots en 1920. Les effectifs de la CGT montèrent en flèche, dépassant les deux millions d'adhérents. En décembre 1921, la CGT se scinda en deux à la suite d'une manœuvre des réformistes conduits par Jouhaux qui voulait garder la main sur son syndicat. Les révolutionnaires créèrent alors la CGT-U : U pour « unitaire », car ils n'avaient pas





ARC

Le congrès de la SFIO où fut fondé le PC-SFIC, à Tours, en décembre 1920.

voulu cette scission syndicale. Les révolutionnaires, regroupés désormais dans un parti et surtout dans une Internationale dans laquelle ils pouvaient avoir confiance, l'IC de Lénine et de Trotsky, ne voulaient pas se séparer de la majorité des travailleurs. Ils voulaient combattre à leurs côtés pour les convaincre, dans la lutte commune, des perspectives communistes et révolutionnaires.

Les militants ouvriers du très jeune courant communiste en France au début des années 1920 furent les continuateurs des syndicalistes révolutionnaires. Ils héritèrent de leurs meilleures traditions. Et ils cherchèrent à les perpétuer en s'appuyant sur la conscience de classe de centaines de milliers de travailleurs, fruit du labeur profond du monde ouvrier par cette CGT révolutionnaire d'avant 1914.

### UN SYNDICAT INTÉGRÉ À L'ÉTAT, MAIS PAS TOUT À FAIT COMME LES AUTRES

Le stalinisme donna un coup d'arrêt au développement de partis communistes révolutionnaires partout dans le monde. En France, la CGT fut alors soumise à l'influence de partis concurrents, le PS et le PCF. Suivant les périodes, l'un eut plus de poids que l'autre, mais aucun des deux ne représenta plus les intérêts de la classe ouvrière.

Dans le cadre des accords de front populaire, CGT et CGT-U se réunifièrent en 1935 sous la direction de Léon Jouhaux. Quand la grève générale de 1936 éclata, la direction de cette CGT réunifiée chercha à peser de tout son poids pour stopper et canaliser le mouvement spontané de la classe ouvrière.

Puis, à la Libération, après avoir été interdite et féroce-ment réprimée sous le régime de Vi-

chy, la CGT, à la tête de laquelle se trouvait toujours Léon Jouhaux, fut un des appareils les plus utiles à la bourgeoisie pour étouffer toute révolte sociale et imposer les pires sacrifices. Au nom de la reconstruction du pays, CGT, PCF et PS menèrent la « bataille de la production ». « *La grève, c'est l'arme des trusts* », déclara le dirigeant du PCF de l'époque, Maurice Thorez. En échange de ces bons services, la bourgeoisie concéda aux dirigeants syndicaux la gestion paritaire de la Sécurité sociale. Cela n'avait rien à voir avec le contrôle des travailleurs sur l'économie. C'était la continuation du processus d'intégration des sommets syndicaux dans les organismes étatiques, processus qui avait déjà commencé au lendemain de la Première Guerre mondiale avec les débuts du Conseil national économique, ancêtre du Conseil économique, social et environnemental actuel, dont l'idée avait été lancée

par Jouhaux. Associer les responsables syndicaux à la gestion de leurs affaires a été un puissant moyen pour les capitalistes d'intégrer les organisations syndicales, d'en faire des relais des préoccupations patronales parmi les travailleurs, en France et ailleurs.

Mais la Guerre froide et la politique anticommuniste virulente de l'État mirent un terme à cette lune de miel entre la bourgeoisie et les dirigeants du PCF et ceux de la CGT qui étaient sous l'influence du PCF. Au niveau syndical, Jouhaux scissionna pour créer la CGT-Force ouvrière en 1947. Il brandit même la Charte d'Amiens pour justifier son anticommunisme et l'apolitisme qu'il entendait faire régner dans la nouvelle confédération, lui, le fossoyeur du courant syndicaliste révolutionnaire en 1914. Et pendant des décennies, la CGT est res-

tée un syndicat partiellement mis à l'écart au niveau des plus hautes instances paritaires. Tout comme le PCF l'était au niveau politique. Bien sûr, à l'occasion des crises politiques, comme pendant la Guerre d'Algérie (1954-1962) et en mai 1968, cette méfiance n'a jamais empêché la bourgeoisie de compter sur les dirigeants de la CGT et du PCF pour qu'ils empêchent tout débordement non contrôlé des travailleurs. Mais la CGT restait un syndicat à part. Au-delà des liens avec le PCF et l'URSS stalinienne, cela était fondamentalement dû à la base ouvrière combative du syndicat qui, malgré les trahisons et les renoncements, perpétuait en partie les traditions de lutte, y compris contre ses propres dirigeants.

Avec la fin de l'URSS, l'opportunité s'est présentée de faire de la CGT un syndicat comme les autres. C'est la fameuse « mo-

dernisation » du syndicat mise en œuvre depuis des années. Mais la base ouvrière combative, quoique réduite, est toujours présente. Et par sa seule existence, elle freine l'aspiration des secrétaires généraux à une normalisation de la CGT. Et cela en fait un morceau toujours difficile à avaler pour l'appareil d'État de la bourgeoisie.

Enfin, il y a toujours en son sein des militants pour continuer à défendre les perspectives révolutionnaires. Même si aujourd'hui ils sont peu nombreux, ils sont un gage d'avenir. Car c'est par l'expérience des combats de la lutte des classes que les idées révolutionnaires pourront à nouveau se frayer un chemin vers la majorité des travailleurs. À condition qu'il se trouve justement des militants pour les défendre et les propager.

19 juin 2015



Premier mai dans l'Oise, après la constitution de la CGT.

# Les brochures du Cercle Léon-Trotsky

## AFRIQUE

- **Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

## MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en géôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1<sup>er</sup> février 2008)
- **Liban: une création du colonialisme français dans un Moyen-Orient divisé par l'impérialisme** (n° 99, 16 juin 2005)

## EUROPE

- **L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Italie: la classe ouvrière face au gouvernement Berlusconi... et à la politique des partis de gauche qui lui ont ouvert la voie** (n° 127, 7 octobre 2011)
- **Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification?** (n° 122, 19 novembre 2010)
- **Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui** (n° 103, 28 avril 2006)

## AMÉRIQUE

- **Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)

## ASIE

- **Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **Temps de travail, salaires et lutte des classes** (n° 141, 10 avril 2015)



- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)

## FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- **Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière** (n° 115, 1<sup>er</sup> trimestre 2009)

## IDÉES/HISTOIRE

- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 138, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n°126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1<sup>er</sup> avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance: faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)

## FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

**Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.**

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.



# Où trouver Lutte de classe ?

## FRANCE

### PARIS

Le Point du Jour  
58, rue Gay-Lussac, Paris 5<sup>e</sup>  
La Brèche, 27, rue Taine  
Paris 12<sup>e</sup>

### ALBERTVILLE

SNC le Maryland  
106, rue de la République

### ALBI

Maison de la Presse  
Place du Vigan

### ANGERS

Librairie Contact  
3, rue Lenepveu  
Librairie Les Nuits bleues  
21, rue Maillé

### ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier  
28, avenue Gabriel-Péri

### BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle  
95, Grande-Rue

### BOURGES

La Plume du Sarthate  
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

### BREST

La Bouquinerie  
Place Guérin

### CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques  
9, rue de Boigne

### DIJON

Relais H, quai n° 1  
Gare SNCF de Dijon

### DOLE

La Passerelle  
16 bis, rue de la Sous-préfecture

### GAP

Librairie-papeterie Davagnier  
3, place Jean-Marcellin

### GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza  
18, place Sainte-Claire  
Tabac-presse Le Berriat  
97, cours Berriat

### IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire  
16, rue Gabriel-Péri

### LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons  
21, rue Saint-Nicolas

### LYON 7<sup>e</sup>

Terre des livres  
86, rue de Marseille

### MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps  
35, rue Pavillon, Marseille 1<sup>er</sup>  
Librairie de l'arbre  
13, rue des Trois-Mages

### NANTES

Librairie Vent d'Ouest  
5, place du Bon-Pasteur

### RENNES

Tabac-presse La Civette  
(Centre commercial des Longs  
Champs)

### ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

### SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora  
13, rue Saint-Guillaume

### TOULON

Kiosque à journaux  
Cours Lafayette - Place Hubac

### VALENCE

Librairie Notre temps  
30, Grande-Rue

## GUADELOUPE

### POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor  
Rue Schoelcher  
Match - Grand Camp

## LA DOMINIQUE

### ROSEAU

Frontline Co-op  
78, Independence street

## HAÏTI

### PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade  
Librairie Phénix  
Lalue 212, en face rue Chrétien

## ALLEMAGNE

### BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse  
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof  
10961 Berlin

## BELGIQUE

### BRUXELLES

Librairie Aurora  
Avenue J.-Volders, 34  
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)  
Librairie Joli Mai  
Avenue Paul-Dejaer, 29  
B-1060 Bruxelles

## POLOGNE

### VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa  
im. B. Prusa Sp. Cyw  
Krakowskie przedmieście 7

## SUISSE

### GENÈVE

Librairie du Boulevard  
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte Ouvrière.

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 Clichy Cedex <http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 Essen <http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE

**Lutte ouvrière**  
**Arbeidersstrijd**  
communiste trotskiste  
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Adresse : BP 62 5100 Jambes - Belgique <http://www.lutte-ouvriere.be> <http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es Apartado de correos - 10210 - Sevilla <http://www.vozobrera.org>

## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois : 13 \$ - un an : 26 \$ Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$ PO box 13064, Baltimore, Maryland 2120 <http://www.the-spark.net>



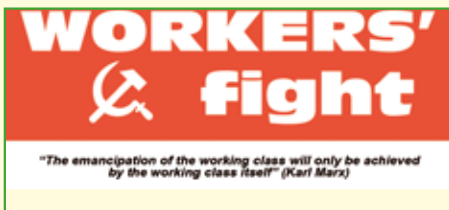
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros) : 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros) : 25 \$ Adresse : PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix : 1,20 € Abonnements : France - DOM TOM, six mois : 20 € ; un an : 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R [www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement : écrire à la boîte postale <http://www.w-fight.org> contact e-mail : [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight BM ICLC - London WC1N 3XX Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Guadeloupe - Martinique Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € - Pli ouvert : 23 € Guadeloupe : Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 Goyave Martinique : Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 Fort-de-France CEDEX <http://www.combat-ouvrier.net>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - Port-au-Prince - Haïti e-mail : [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Luigi Ademollo 5/B - 57124 Livorno - Italia Abonnement 1 an : 12 € <http://www.linternazionale.it> - contact e-mail : [l.internazionale@tin.it](mailto:l.internazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX <http://www.sinifmucadelesi.net>

